

Aux urnes le 26 novembre ?

Le scénario est décrit comme « le plus probable » par des stratèges conservateurs

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — Les organisateurs du Parti conservateur ont encerclé une date de scrutin sur leur calendrier: le lundi 26 novembre. Les stratèges de Stephen Harper estiment qu'une courte campagne électorale de 39 jours (le minimum est de 36) pourrait nuire au Parti libéral du Canada, aux prises avec des pro-

blèmes internes qui risquent de le désorganiser pendant une partie de la campagne, selon les informations obtenues par *Le Devoir*. Une campagne condensée aiderait également les conservateurs à ne pas multiplier les gaffes, eux qui en ont commis plusieurs lors des deux dernières élections.

Ce scénario est actuellement décrit comme « le plus probable » par des stratèges conservateurs joints au

cours des derniers jours. Il suppose un renversement du gouvernement le 18 octobre, soit deux jours après la lecture du discours du Trône, lors des premiers votes de confiance sur les sous-amendements. Stephen Harper rencontrerait donc la gouverneure générale le vendredi 19 octobre afin de dissoudre le Parlement. Par contre, si le gouvernement est renversé la semaine suivante, lors du vote final sur le discours du Trône, le

jour du scrutin devra être reporté au lundi 3 décembre.

Une campagne électorale moins longue serait aussi à l'avantage du gouvernement pour une autre raison, estime Tom Flanagan, qui a dirigé les deux dernières campagnes électorales des conservateurs et qui est un conseiller informel de Stephen Harper.

VOIR PAGE A 12: URNES

www.ledoit.com

LE DEVOIR

VOL. XCVIII N° 227

LES SAMEDI 6 ET DIMANCHE 7 OCTOBRE 2007

2,20\$ + TAXES = 2,50\$

Les bons commerces à la bonne place

Nouvelle recette pour revamper la rue principale



CONCEPT: TIFFET LE DEVOIR

PHOTOS: JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Est-ce par hasard que la rue Masson a changé de mine aussi vite, que l'avenue du Mont-Royal a pris des proportions mythiques et que des commerces branchés s'agglutinent soudainement près du marché Atwater? Non. Il y a une recette. Et certains sont passés maîtres dans l'art de l'appliquer.

FRANÇOIS DESJARDINS

Le rendez-vous avec l'interviewé avait été fixé trois semaines à l'avance et bien peu de choses avaient été dites au téléphone. Le lieu: un café branché de la

rue Notre-Dame, à Montréal. «Ce n'est pas si intéressant, avait-il prévenu. En fait, ce n'est pas très sexy pour le commun des mortels...» Mais Yves Mailloux, promoteur immobilier pour une des familles montréalaises les plus connues, a peut-être tort.

M. Mailloux, tout le monde le connaît et personne ne le connaît. Ce jour-là, au déjeuner, il passe inaperçu. Tout le contraire de son employeur, que des milliers de Québécois ont naguère connu par l'entremise de la télévision. Cet employeur, c'est la famille Shiller, anciennement propriétaire du magasin Au Bon Marché et célèbre pour ces publicités cultes qui se concluaient invariablement par une devise toute simple: «Oui, papa!»

Si les gens se souviennent des Shiller, à ce point marquants qu'on peut même les voir sur YouTube, ils ignorent toutefois que la Ville de Montréal leur doit

ceci: la revitalisation de certaines rues principales.

L'histoire remonte aux années 90. La rue Masson, à cette époque, n'est pas tout à fait magique. Depuis une dizaine d'années, la Société de développement commercial (SDC) incite les commerçants à soigner leurs vitrines, à trouver des moyens de dynamiser l'artère, mais il y a du chemin à faire. D'autant plus que la rue est mal située. Coincée entre les rues Papineau et Pie-IX, elle ne canalise pas la circulation automobile

VOIR PAGE A 12: RECETTE

■ Des sous pour redonner vie aux artères commerciales ■ Chirurgie esthétique au centre-ville > Pages A 8 et A 9

BON CONGÉ!

Le Devoir ne sera pas publié lundi, jour de l'Action de grâce. De retour mardi.



INDEX

Actualités..... A 2	Idées..... C 5
Annonces..... B 10	Monde..... A 10
Avis publics B 11	Mots croisés B 10
Bourse..... B 2	Météo..... B 4
Carrières..... B 6	Perspectives... C 1
..... B 10	Rencontres... D 2
Économie..... B 1	Sports..... B 11
Éditorial..... C 4	Sudoku..... B 10

Le doyen du stand-up s'amuse à réfléchir tout haut

Mort Sahl participe au festival Pop Montréal

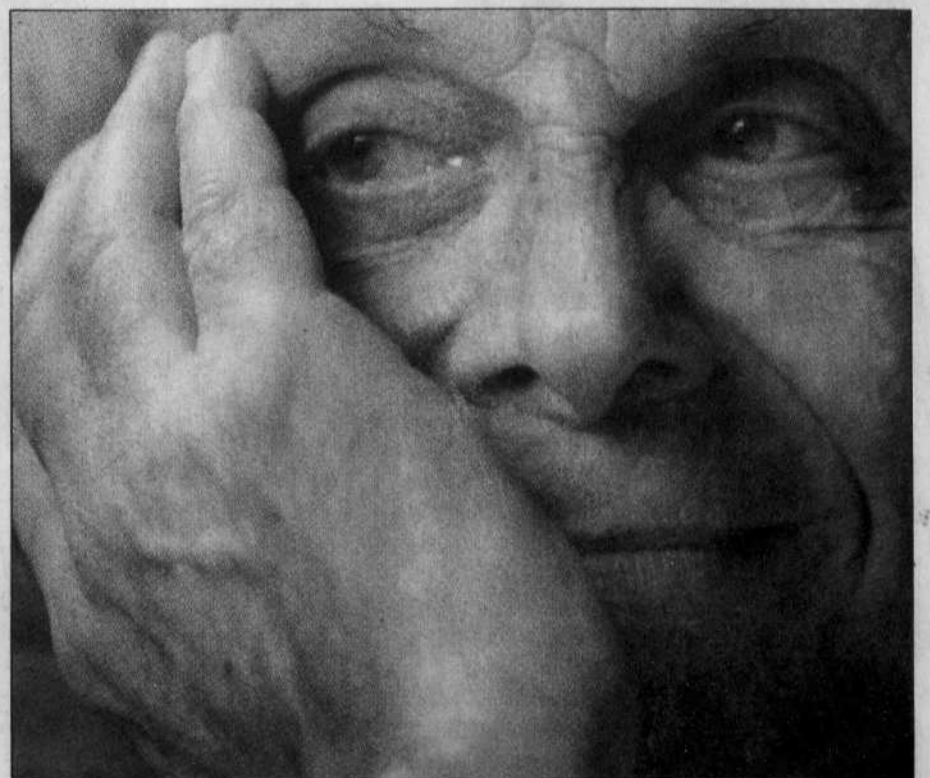
Sans lui, ni Woody Allen, ni Lenny Bruce. Il a inventé le commentaire satirique en stand-up, pourfendu les présidents depuis Eisenhower, aidé Kennedy et Reagan à rire d'eux-mêmes et marié une Playmate. Et ce n'est pas fini. À 80 ans, voilà que Mort Sahl s'amène à Montréal — sa ville natale — pour causer paresse intellectuelle à la jeune génération.

SYLVAIN CORMIER

Trois jours durant, il joue à cache-cache avec son agent new-yorkais. «Je vais essayer de le localiser», dit à chaque fois Irvin Arthur, pas découragé. Mort Sahl, m'explique-t-il, ne veut pas être dérangé quand il lit son *New York Times* au Starbucks. Après tout, c'est l'essentiel de son travail: lire le journal. Depuis 54 ans, Mort Sahl parcourt quotidiens et hebdomadaires le jour et monte sur scène le soir, où il partage avec l'auditoire, *New York Times* sous le bras, les pensées que lui inspire l'actualité. Il ne

traque pas le gag: son truc n'est pas le one-liner. L'humour lui vient naturellement dans le flot quasi interrompu de son discours, à travers les liens qu'il tisse, surgissant de l'absurdité des situations et de l'énormité des jeux de pouvoir.

«L'actualité politique, sociale, économique est une source de réflexion et d'humour inépuisable», décrète Mort Sahl, enfin localisé et joint par téléphone. «Le problème consiste à comprendre quelque chose malgré tout ce que les médias, surtout



NEWS.COM

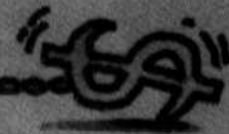
«Je sais pas mal comment dire les choses sans assommer les gens», dit Mort Sahl.

VOIR PAGE A 12: DOYEN



rdprm.gouv.qc.ca
Montréal : 514 864-4949
Québec : 418 646-4949
Sans frais : 1 800 465-4949

POUR NE PAS ACHETER LES DETTES DES AUTRES!



Justice Québec

LES ACTUALITÉS

La triple médaillée d'or aux Jeux de Sydney confesse s'être dopée

La gloire perdue de Marion Jones

« Personne d'autre que moi n'est à blâmer. J'ai été malhonnête. »

JEAN DION

Ce bruit de fond qu'on entend, encore un peu isolé, c'est celui des statues sportives qu'on déboulonne. Ou qui se déboulonnent dorénavant elles-mêmes, exemplaires de contrition, soit parce que leur socle n'en peut plus de supporter le poids de la culpabilité induite par des années de mensonges, soit parce qu'elles savent que les autorités sont sur le point de les pincer pour de bon.

Dernier monument en date, et il est de taille, à s'effondrer: Marion Jones. Elle fut au sommet du monde, la voici dans ses soubassements. Elle suscitait l'admiration, la voici bonne pour l'opprobre.

Cette Américaine qui aura 32 ans dimanche, une des athlètes les plus douées de sa génération, sinon de toute l'histoire, mais qui vivait depuis des lunes entourée d'un épais nuage de suspicion, a finalement reconnu dans une lettre adressée à de proches parents et amis, puis hier devant un juge et devant le grand public, qu'aux Jeux olympiques de Sydney, en 2000, où elle a remporté trois médailles d'or et deux de bronze en athlétisme et où elle a conquis bien des cœurs avec son sourire contagieux et sa personnalité attachante, elle était dopée.

« C'est avec une grande honte que je peux vous dire que j'ai trahi votre confiance », a déclaré Jones, en larmes, en fin d'après-midi au terme de sa comparution devant le tribunal de district de White Plains (N.Y.). « J'ai menti. C'était d'une bêtise incroyable de faire ça. Je suis pleinement responsable de mes actes. Personne d'autre que moi n'est à blâmer pour ce que j'ai fait. J'ai été malhonnête. »

« J'espère que vous trouverez dans votre âme la force de me pardonner », a-t-elle poursuivi, ajoutant qu'elle prenait sa retraite de l'athlétisme.

Comme dans bien d'autres histoires semblables, il semble toutefois que Jones affirme que la prise de substances illicites, amorcée en 1999, se serait déroulée à son insu. Elle aurait simplement suivi les instructions de son entraîneur à l'époque, Trevor Graham, qui l'assurait qu'il s'agissait d'huile de lin ou d'autres formes de suppléments nutritionnels. Ce n'est qu'après sa rupture avec Graham, en 2002, qu'elle dit avoir constaté qu'elle avait consommé des produits interdits; en 2003, elle aurait menti à des enquêteurs fédéraux l'interrogeant à ce sujet qui lui montraient un échantillon de tétrahydrogestérone (THG), aussi appelée « the clear » dans le jargon des initiés. Reconnaissant ce que lui refilait Graham, prise de panique, elle avait tout nié. Comme elle avait toujours tout nié par la suite, véhémentement, malgré des révélations contraires de personnes qui l'avaient côtoyée et disaient l'avoir vu agir.

Marion Jones a donc plaidé coupable à une accusation de fausses déclarations à des agents fédéraux à propos de son utilisation de substances prohibées visant à améliorer la performance sportive, de même qu'à une autre de fraude bancaire, celle-ci non liée au sport. Elle risque une peine de prison de cinq ans et une amende de 250 000 \$US. Elle connaîtra sa sentence le 11 janvier.

Parallèlement, le Comité international olympique, qui enquêtait sur Jones depuis 2004 mais disposait jusque-là, de son propre aveu, de peu d'éléments de preuve, a donné à entendre que l'histoire



SHANNON STAPLETON REUTERS

Marion Jones a pleuré en révélant avoir consommé des drogues pour accroître ses performances.

prenait une nouvelle tournure du fait de ces révélations et que la sprinteuse pourrait se voir retirer les cinq médailles amassées à Sydney. « Nous sommes heureux que des aspects de l'affaire soient mis en lumière. Avec cet aveu, nous pouvons maintenant accélérer les procédures », a déclaré le vice-président du CIO, Thomas Bach.

Liaisons dangereuses

S'il pouvait être appréhendé, ce coup de tonnerre n'en vient pas moins ébranler une nouvelle fois le sport d'élite, et notamment le sport américain, malmené ces derniers temps par les dossiers Justin Gatlin et Floyd Landis ainsi que par la suspicion qui a entouré l'accession au titre de recordman des coups de

circuit dans le baseball majeur, Barry Bonds. Bonds, du reste, dont le nom est fréquemment lié au laboratoire BALCO de Californie, qui se trouve au centre d'allégations de scandales de dopage balayant plusieurs sports et dont l'ancien dirigeant Victor Conte connaissait bien Marion Jones.

Conte, qui a déjà purgé des

peines de prison et d'assignation à domicile pour ses agissements, est un des concepteurs de la THG, encore largement inconnue et donc indécélable aux Jeux de Sydney. En 2004, il avait déclaré que Jones se dopait et l'avait même vu procéder à des injections sur elle-même. Celle-ci avait répliqué en intentant une poursuite de 25 millions \$US, qui a été réglée à l'amiable. De son côté, l'entraîneur Graham a aussi eu sous son aile Tim Montgomery, le champion sprinteur aujourd'hui à la retraite après avoir été banni de la compétition pour deux ans, qui est le père de l'enfant de Marion Jones. (Jones a par ailleurs été mariée à C. J. Hunter, un lanceur de poids banni pour dopage en 2000 et qui a assuré dans des entrevues que son ex se dopait.) Graham fait actuellement face à des accusations d'avoir menti à des agents fédéraux dans le même registre que Jones, auxquelles il a plaidé non coupable.

Après son triomphe à Sydney, Marion Jones a connu une baisse de régime et n'a pu faire mieux qu'une cinquième place dans les épreuves où elle était inscrite à Athènes en 2004. Elle a néanmoins poursuivi la compétition. L'an dernier, en marge d'un meeting d'athlétisme présenté à Zurich, elle a échoué à un test sanguin révélant la présence d'érythropoïétine (EPO) dans son organisme, mais elle a ensuite été innocentée par la contre-expertise négative d'un deuxième échantillon. A cette occasion, elle avait déclaré: « Je suis absolument satisfaite. J'ai toujours affirmé que je n'ai jamais, jamais pris de drogues qui améliorent le rendement athlétique, et je suis heureuse qu'une procédure scientifique l'ait démontré. »

On connaît maintenant le fond des choses. Tout comme on a la clé, bien sûr, l'éternelle question: qui sera le prochain?

Le Devoir

Duivre préparé par Pierre TOUSIGNANT et Madeleine DIONNE-TOUSIGNANT

LES NORMES DE MAURICE SÉGUIN

Le théoricien du néo-nationalisme

Préface de Robert Comeau

288 pages • 34,65 \$
ISBN 978-2-7601-5433-9

GUÉRIN, éditeur ltée
514-842-3481

En vente dans toutes les librairies
Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

LES CÉGEPS DE MONTRÉAL

40 ANS

D'engagement et d'excellence

Il y a quarante ans, le Collège Ahuntsic, le Collège Édouard-Montpetit, le Collège Lionel-Groulx, le Collège de Maisonneuve et le Collège de Valleyfield accueilleraient leurs premiers étudiants. Ils sont maintenant la porte d'entrée privilégiée de nombre d'entre eux pour accéder à l'enseignement supérieur et au marché du travail.

Depuis leur création, ces collèges ont participé à l'enrichissement du Québec en favorisant un apport continu de main-d'œuvre qualifiée aux entreprises d'ici. Lieux de création, d'évolution, de dynamisme et de diversité, les cégeps ont su marquer notre paysage en proposant une formule sans cesse renouvelée et adaptée aux changements de notre société.

Bon quarantième anniversaire!

La ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Michelle Courchesne

MICHELLE COURCHESNE

Québec

Faites germer vos projets

La Fondation Hydro-Québec pour l'environnement finance des projets de protection et de mise en valeur de milieux naturels

Parc de la rivière Doncaster - projet de Plein Air Sainte-Adèle
Restauration du sous-bois, des berges et amélioration de l'infrastructure d'accueil

hydroquebec.com/fondation-environnement

ACTUALITÉS

Bijouterie Gambard
630-A RUE CATHCART, CENTRE-VILLE
MONTRÉAL (514) 866-3876

ROLEX
Vente et service

MONTRÉAL

Pied-de-nez à la ville-centre

Ville-Marie s'apprête à signer un bail de 10 ans avec Busac au moment même où des doutes planent sur l'avenir de l'arrondissement

Les récents chambardements politiques dans Ville-Marie soulèvent des questions non seulement de gouvernance de l'arrondissement du centre-ville, mais aussi d'affectation des ressources financières.

KATHLEEN LÉVESQUE

L'arrondissement de Ville-Marie s'apprête à accorder un contrat à la firme Busac, engageant ainsi des fonds publics pour les dix prochaines années, alors que le branle-bas politique des dernières semaines soulève des questions au sujet de la survie même de l'arrondissement dans sa structure actuelle.

Le contrat à Busac est un bail pour loger les services municipaux de l'arrondissement. À l'heure actuelle, les 180 fonctionnaires de l'arrondissement (sans compter les cols bleus) travaillent dans deux édifices voisins appartenant tous deux à la firme Busac. L'arrondissement souhaite regrouper ses bureaux à une seule adresse, à la Place Dupuis. Les services administratifs rejoindraient ainsi les services de la culture, des travaux publics, du sport, des loisirs et du développement social.

Avant même que le maire de Ville-Marie, Benoît Labonté, ne claque la porte du parti du maire Gérald Tremblay, le projet de déménagement était discuté. En mai dernier, les baux ont été prolongés d'une année afin de négocier un nouveau contrat avec Busac.

Le projet est maintenant avancé. Il s'agit d'un bail de neuf ans et neuf mois, ce qui permet aux élus de contourner l'obligation formelle qui leur est faite d'obtenir l'approbation du ministre des Affaires municipales pour un contrat de dix ans ou plus. Un des arguments avancés est de nature économique.

Lors de l'adoption du budget annuel de l'arrondissement à la fin de septembre, le maire Labonté a indiqué qu'une baisse de 30 % des coûts actuels était prévue. Pour 2008, Ville-Marie paiera un loyer de 1,2 million de dollars. Le budget prévoit toutefois des dépenses de quelque 1,6 million pour 2008, ce qui inclut les frais de déménagement et le nouvel ameublement, explique Jean-Yves Duthel, directeur des affaires publiques à l'arrondissement.

«La gestion de bon père de famille, c'est de signer le bail le moins cher possible. C'est même une recommandation de la ville-centre que d'avoir des baux à long terme. Et je ne peux pas prévoir l'avenir», ajoute M. Duthel.

Or, le contexte politique vient de modifier la réalité de Ville-Marie. Fin août, le maire Tremblay a pris les rênes du centre-ville et rapatrié tous les grands projets. Cette décision faisait suite à une longue réflexion, disait-on à son cabinet. On expliquait également que les dossiers de Ville-Marie dépassent largement les frontières de l'arrondissement et nécessitent de ce fait l'impulsion du maire de Montréal.

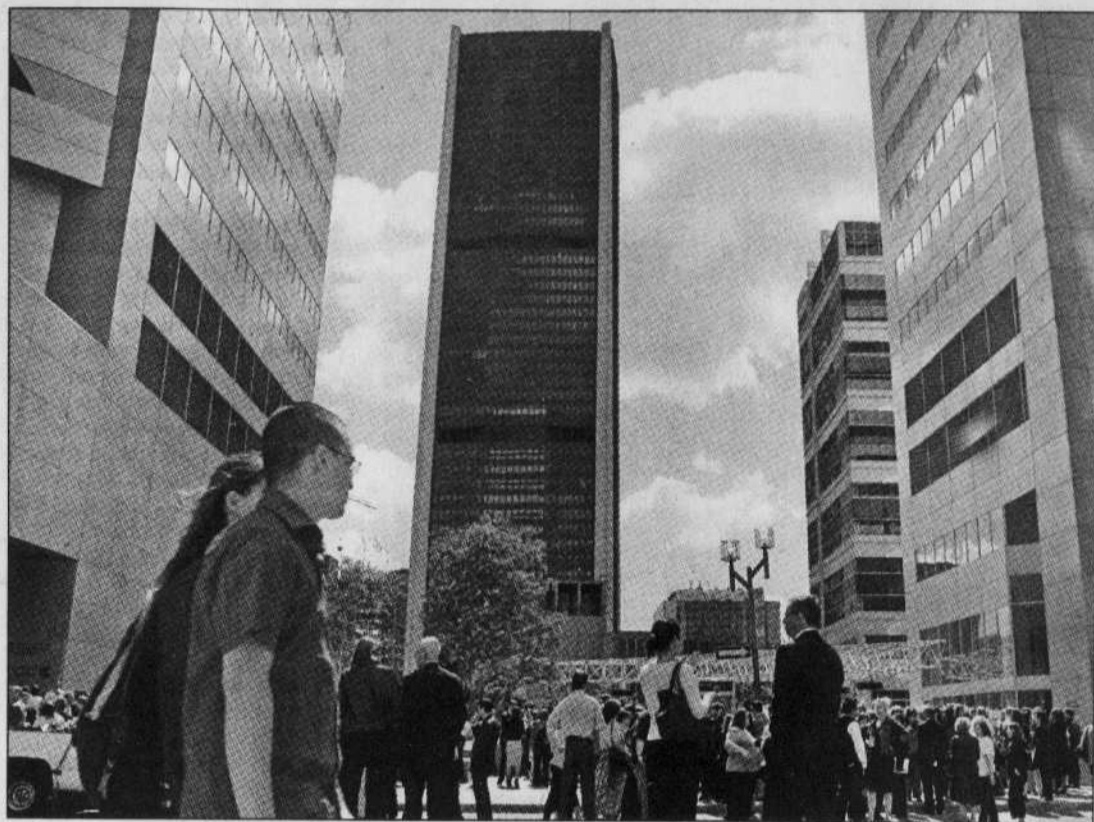
Ce questionnement n'en est pas à ses premiers balbutiements. En 2006, le président du comité exécutif, Frank Zampino, avait évoqué l'idée que l'arrondissement de Ville-Marie puisse être sous le contrôle de l'administration centrale. Trois ans plus tôt, un débat sur la possibilité de doter le centre-ville d'un statut particulier avait suscité beaucoup d'émotions.



Benoît Labonté



Gérald Tremblay



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

À la fin d'août, le maire Gérald Tremblay a pris les rênes du centre-ville et rapatrié sous son autorité tous les grands projets. L'avenir quant à la gestion de cet arrondissement particulier est loin d'être coulé dans le béton. C'est dans ce contexte que Ville-Marie s'apprête à signer un bail à long terme pour loger ses services administratifs.

Maintenant que l'arrondissement de Ville-Marie se retrouve encore une fois entre les mains des élus de l'opposition, il semble qu'une réflexion sur la gouvernance du centre-ville s'impose. L'administration Tremblay assure qu'aucune démarche officielle, aucune discussion formelle avec Québec n'a été entreprise pour apporter des changements à la charte de Montréal. Selon les informations recueillies par *Le Devoir*, la machine administrative se penche toutefois sur les façons

de modifier la situation actuelle.

Dans l'entourage de Benoît Labonté, on ne se fait pas d'illusions sur les intentions de l'administration Tremblay de vouloir changer le statut de Ville-Marie. Mais on estime que rien ne peut être fait d'ici le scrutin de 2009, car un éventuel rapatriement des services municipaux laisserait les élus de l'arrondissement dépossédés de leurs responsabilités démocratiques.

Malgré cette période d'incertitude, les conseillers municipaux

seront appelés à se prononcer sur le bail avec Busac lors de la tenue du conseil d'arrondissement de décembre. Outre le fait que Busac abrite les services municipaux à titre de propriétaire immobilier, cette firme privée (une filiale de la compagnie new-

Yorkaise JEMB Realty) entretient des liens étroits avec l'arrondissement Ville-Marie en plus d'être le promoteur de nombreux projets.

En 2005, année électorale, quatre des principaux dirigeants de Busac ont versé une contribution individuelle de 1000 \$ chacun à la caisse électorale de l'Union des citoyennes et citoyens de l'île de Montréal (aujourd'hui appelée Union Montréal).

Depuis plus d'un an, Busac cherche à faire modifier les règles d'affichage publicitaire afin d'installer un écran électronique géant au centre-ville avec publicités, vidéos et messages qui défilent.

Busac, c'est également le promoteur derrière l'îlot Voyageur, qui est devenu un gouffre financier gigantesque pour l'UQAM. Le gouvernement du Québec est intervenu et tente de défaire les liens du contrat.

Ce n'est pas la première fois que Québec se heurte à cette entreprise. Depuis 2001, Busac bénéficie d'un bail de 99 ans pour transformer le mât olympique en tour de bureaux, mais la compagnie attend le moment propice pour procéder aux travaux. Entre-temps, elle conserve dans son compte bancaire 12 des 20 millions que le gouvernement lui a octroyés pour développer le projet.

Busac s'intéresse également au monde culturel. L'entreprise fait partie d'un des trois consortiums souhaitant construire la future salle de l'OSM en partenariat public-privé.

Le Devoir

François Gendron

avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Montréal

514.845.5545

POUR VOUS TIRER
D'EMBARRAS

La Ylva de Laurier

c'est

l'ambiance

Choix
d'abat-jour
en magasinChoix
de lampes
exclusives

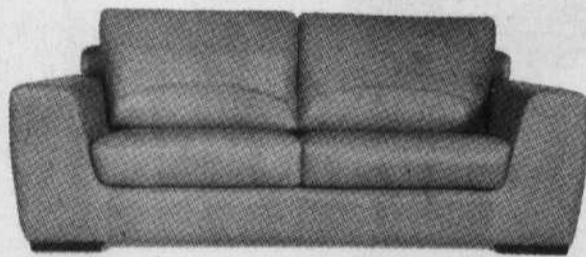
Transformation d'objets choisis en lampe

Réparation et restauration de lampes et de la porcelaine

Service de confection ou de recouvrement d'abat-jour

1493 av. Laurier Est Tel. : (514) 527-9090

Et il y a le cuir



WILLIAM

pour un mobilier durable

5 ans
garantie prolongée

*TPS inclus

jusqu'au 21 octobre 2007

Fontaine

Meubles Décor

9780, Sherbrooke Est, Montréal
■ 514 352-3913

www.meublesfontaine.com

256 pages • 30 \$
ISBN 978-2-7601-6982-1GUÉRIN, éditeur Itée
514-842-3481

Louis-Edmond HAMELIN

NIPISH

une narration en autochtonie

Par l'auteur
de la NordicitéEn vente dans toutes les librairies
Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

LUCIA

AUSSI DISPONIBLE :
Hucke
Geiger
Luhta
Gerry Weber

ALAIN GIROUX
HÔTEL REINE ÉLIZABETH
900, René-Lévesque Ouest
Montréal (514) 861-8133

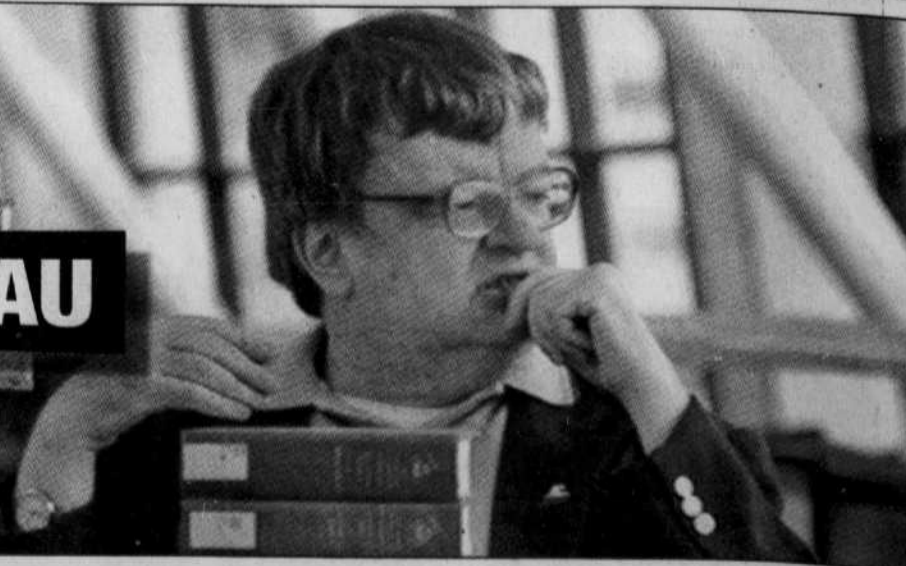


telequebec.tv

LUNDI 20 H

VOYAGE AU CENTRE DU CERVEAU

CES HOMMES À LA MÉMOIRE SURHUMAINE



LES ACTUALITÉS

Enquête publique à Outremont

Le rapport sera rendu public

Le maire Stéphane Harbour aurait tenté de cacher des choses

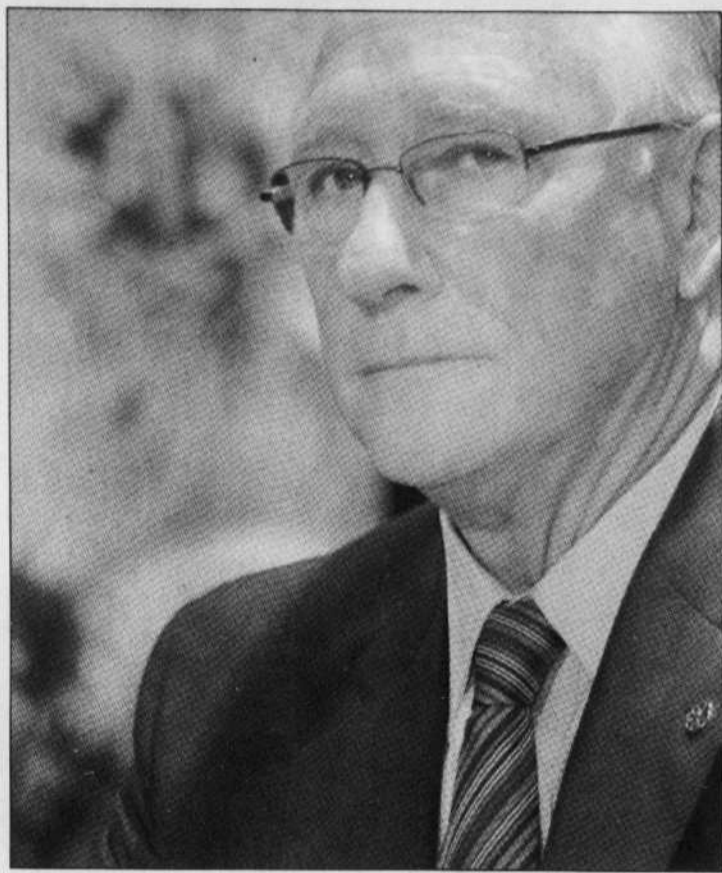
BRIGITTE
SAINT-PIERRE

Le maire de Montréal, Gérald Tremblay, s'est engagé hier à rendre public le plus rapidement possible le rapport de l'enquête administrative et comptable sur certaines pratiques de l'arrondissement d'Outremont.

Interrogé à savoir s'il avait déjà en main une copie du rapport, M. Tremblay a répondu qu'il n'avait «pas toute l'information». «J'ai des parcelles d'information, mais je pense qu'en tant que maire, j'ai la responsabilité d'avoir toute l'information, et lorsque j'aurai toute l'information et les recommandations, à ce moment-là, je déposerai le rapport [et] je le rendrai public», a-t-il dit, à l'issue d'une conférence de presse sur un autre sujet.

Dans une lettre ouverte publiée hier dans *La Presse*, Marie Cinq-Mars, la conseillère du district Robert-Bourassa à Outremont, affirme que Stéphane Harbour, le maire de cet arrondissement, a demandé au début du mois de juin aux conseillers d'arrondissement d'entériner, «de façon rétroactive à janvier 2006, des dépassements de certains comptes de dépenses». Mme Cinq-Mars dit s'être «fortement opposée». Selon elle, il s'agissait de «camoufler des excès».

Invité à dire s'il comptait sévir, le maire de Montréal a de nouveau indiqué que, dès qu'il avait été informé des «allégations», il avait de-



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Le maire Gérald Tremblay a assuré hier que le rapport d'enquête sur l'administration d'Outremont sera rendu public.

mandé qu'une enquête soit menée. M. Tremblay a ajouté qu'il serait prudent et attendrait de prendre connaissance du rapport

dans son entier avant d'arrêter sa décision.

Mme Cinq-Mars a mentionné avoir contacté, le 4 juin, Gérald

Tremblay, chef du parti de tous les élus d'Outremont, pour lui faire part d'une situation qu'elle voulait dénoncer. Elle dit avoir appris au début du mois de juin que «des factures de restaurants avaient été régulièrement remboursées», sans que le «conseil ait eu connaissance ou ait approuvé ces dépenses».

Il est «inadmissible que l'on dépense des fonds publics à des fins personnelles ou injustifiées, et il me semblait qu'il s'agissait de cela et qu'on avait utilisé une façon de faire qui empêchait tout contrôle des élus», a-t-elle écrit dans sa lettre.

En ce qui concerne la consommation d'alcool payé par l'arrondissement, Mme Cinq-Mars estime que «certaines personnes ont abusé». À son avis, «elles devraient, à tout le moins, rembourser».

«J'ai toujours exercé mes fonctions avec droiture, dévouement et empressement», a assuré Mme Cinq-Mars. La conseillère déplore le fait qu'il n'y ait eu qu'un seul caucus d'élus à Outremont depuis le 2 juin. Selon elle, ce n'est «pas une façon de gérer une crise».

«Je me dissocie donc des propos, des actes, des gestes de M. Harbour et de sa façon de voir et de faire de la politique», a mentionné Mme Cinq-Mars.

Au moment de mettre sous presse hier, le maire Stéphane Harbour et les conseillers d'arrondissement d'Outremont n'avaient pas rappelé *Le Devoir*.

Le Devoir

Plus de cent propositions pour aménager l'intersection du Parc-des Pins

STÉPHANE
BAILLARGEON

Un groupe de voisins propose de verdir intégralement les terrains de la nouvelle intersection des avenues du Parc et des Pins. Le groupe Les Amis de la montagne favorise le végétal pour les sections rapprochées du mont Royal et le minéral au sud de l'avenue des Pins, plus près de la ville.

D'autres rêvent à une immense œuvre d'art verticale, si possible choisie par concours international. La possibilité de déménager *L'Homme de Calder* de l'île Sainte-Hélène sur le site de l'horrible échangeur brutaliste démolit au cours des derniers mois continue d'en tarabouter certains.

Les idées d'aménagement de ce site névralgique se bousculent. Hier, plus de 110 propositions plus ou moins concrètes avaient déjà été déposées par les citoyens et les groupes de pression dans le cadre de la consultation publique lancée par l'arrondissement de Mont-Royal pour «définir la vocation des terrains municipaux». La collecte des points de vue, gardés secrets par les fonctionnaires, se termine mardi.

Deux autres sites du mont Royal viennent de franchir cette étape clé de la consultation publique: celui de l'entrée Peel, aux

portes du centre-ville, et celui de l'aire de jeux et de pique-nique dans le secteur du lac aux Castors. Dans ces deux cas, l'Office de consultation publique de Montréal mène la procédure d'examen.

«Pour nous, la participation des citoyens au processus a une importance fondamentale», a commenté Jean-François Hallé, responsable des forums publics des Amis de la montagne. Il a rappelé que le parc du Mont-Royal a été créé au XIX^e siècle à la suite de pressions populaires et que trop de projets ont été développés par le passé sans aucun respect pour le point de vue des Montréalais.

N'empêche, la complexité des nouvelles structures municipales surprend encore et toujours. La partie nord du site du Parc-des Pins se retrouve sous l'autorité de la ville centrale, qui a annoncé en catimini certaines décisions cet été, par exemple la prolongation du chemin Olmstead et l'aménagement d'une piste cyclable. «On relance le vieux message montréalais selon lequel tout est prévu d'avance», se désole M. Hallé.

Les Amis jouent le jeu démocratique pour la suite des choses. Selon leurs idées soumises à l'arrondissement, les plantations sur la partie nord ne devront pas cacher la montagne tandis que le revêtement minéral au sud ne devra pas empêcher l'aménagement d'une place publique, d'un plan d'eau ou d'une œuvre d'art puissante. La troisième proposition fondamentale du groupe rappelle un vieux principe de l'urbanisme favorisant les façades d'immeubles devant un espace public alors que la démolition de l'échangeur a révélé quelques arrières-cours au sud-est du site. «C'est une question de politesse: on ne tourne pas le dos au public», résume M. Hallé. Mais nous ne disons pas qu'il faut démolir ce qui existe ou construire devant pour le cacher. Nous réaffirmons le principe, c'est tout.»

Le groupe Héritage Montréal souligne également les contraintes héritées du lourd échangeur. «Il reste beaucoup de travail d'harmonisation à réaliser pour développer ce site», dit Dinu Bumbaru, directeur des programmes du groupe, joint hier sur une autoroute près du Cap, en Afrique du Sud. «La tour Air Transat et le Complexe de la Cité imposent une échelle verticale avec laquelle il faudra composer.»

L'Association du village du rocher, un groupe de résidents du secteur, tranche en faveur d'un contraste. «Nous ne voulons pas de structure horizontale», dit le président Alain Contant. On vient de redécouvrir la montagne et on veut garder la vue.»

La démarche ayant trait à la nouvelle intersection du Parc et des Pins va se poursuivre en deux temps. Le 9 novembre, l'arrondissement dévoilera les scénarios élaborés à partir des idées des citoyens. Deux semaines plus tard, le 24 novembre, aura lieu le «grand échange», une journée complète de concertation publique et de discussion des scénarios. Les dirigeants municipaux promettent de tenir compte du résultat de la démarche dans les décisions subséquentes.

Le Devoir

EN BREF

D'autres réparations parmi les 135 structures de béton

Au moins 21 nouvelles structures de béton à dalle épaisse parmi les 135 étudiées par le ministère des Transports du Québec (MTQ) devront faire l'objet d'une «intervention permanente» au cours des prochains mois, a annoncé hier le MTQ. Dans un communiqué diffusé après la fermeture des bureaux du ministère, la ministre des Transports, Julie Boulet, a dévoilé les résultats de 55 évaluations des structures qui avait été désignées par la commission Johnson comme étant potentiellement dangereuses. Un premier bilan dressé le 6 septembre montrait que 10 des 20 structures alors analysées avaient besoin de travaux majeurs. Hier, on apprendait que sur les 55 autres structures dont on a terminé les analyses, 29 ont passé le test sans problème, 21 nécessiteront des interventions dites permanentes, et cinq des interventions qui n'ont pas été déterminées. Il reste encore 60 structures à étudier pour compléter le portrait. Pour l'instant, 71 structures sont ouvertes à la circulation alors que quatre demeurent fermées. — *Le Devoir*

Titulaires de permis, agences de la SAQ, Comptoirs Vin en vrac, SAQ Dépôt, SAQ Signature et SAQ.COM exclus. Cette offre s'applique uniquement aux bouteilles de vin et de spiritueux de 10\$ et plus chacune après toute réduction. Les formats de 3 L et plus, les bières, les bûches et les colis-cadeaux ne sont pas inclus dans cette promotion. Achats non cumulatifs. Les produits commandés par l'entremise du service des commandes privées sont exclus de cette promotion. 18 ans et plus. Aucune mise de côté n'est acceptée. Cette promotion s'applique aux produits offerts en succursale du 5 au 8 octobre 2007.

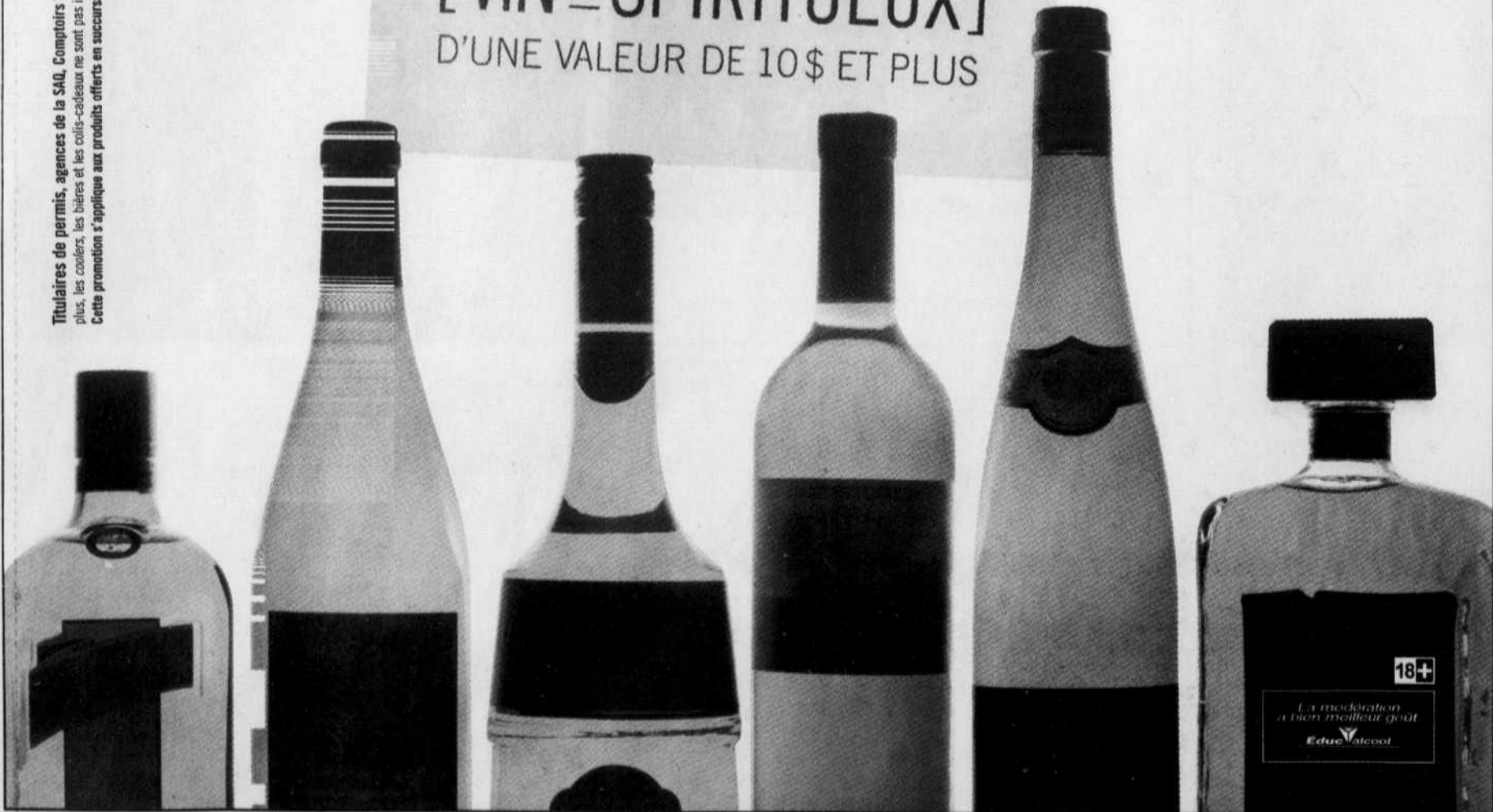
PRENEZ GOÛT
À NOS CONSEILS

DU 5 AU 8 OCTOBRE SEULEMENT

10 \$

DE RABAIS

À L'ACHAT DE

6 BOUTEILLES
[VIN ET SPIRITUEUX]
D'UNE VALEUR DE 10 \$ ET PLUS

LES ACTUALITÉS

Cancer du col de l'utérus

Le vaccin Gardasil est plus efficace que prévu

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Il avait des vertus cachés: le vaccin Gardasil, qui prévient les cancers du col de l'utérus, est plus efficace que ce que les chercheurs avaient anticipé. On vient en effet de lui découvrir des propriétés insoupçonnées contre d'autres types de virus du papillome humain (VPH) contre lesquels il n'était pas destiné à agir.

Ainsi, au lieu d'une efficacité générale de prévention du cancer du col de l'utérus évaluée à 70 %, le Gardasil serait efficace à 80 %, voire même 85 %. «C'est un bonus qu'on n'avait pas prévu», indiquait hier Michel Roy, gynécologue-oncologue à l'hôpital Hôtel-Dieu de Québec. Une sorte d'effet secondaire bénéfique, en somme.

Même s'il existe plus d'une centaine de types de VPH, près de 70 % des cancers du col de l'utérus sont provoqués par ceux de types 16 et 18, qui se transmettent par contact sexuel. Le Gardasil a été créé précisément pour développer une immunité contre ces virus, et il présente en ce sens une efficacité de pratiquement 100 %.

Une fois ces résultats confirmés, les chercheurs sont allés voir si le Gardasil était efficace contre d'autres types de VPH — ce qu'on appelle la «protection croisée». La réponse a surpris. «Pour 10 autres types de virus, qui représentent pratiquement 20 % des cancers, on a une efficacité de 38 %», indique le D^r Roy, qui a présenté hier ces nouveaux résultats à une conférence de l'European Research Organization on Genital Infection and

Neoplasia (EUROGIN), à Monte Carlo. C'est ce qui augmente au final de 10 % à 15 % l'efficacité du vaccin contre les cancers.

Plus de 17 000 femmes ont participé à l'enquête ayant permis d'établir ces statistiques. «On s'attendait à certains résultats, dit le D^r Roy, mais pas à quelque chose d'aussi fort.»

Outre la prévention du cancer du col de l'utérus, le Gardasil a aussi des effets bénéfiques dans celle des lésions cervicales et vulvaires, ainsi que des verrues génitales. Occasionnées elles aussi par une exposition à un VPH, ces maladies apparaissent plus rapidement que le cancer et demandent plusieurs traitements, note le D^r Roy.

Vaccin gratuit

Il y a deux semaines, le gouvernement a annoncé que le vaccin sera offert gratuitement à toutes les jeunes Québécoises à partir de l'automne 2008. Quatre provinces canadiennes administrent déjà des doses de Gardasil à des filles entre 12 et 14 ans. Le vaccin est plus efficace s'il est administré avant le début de la vie sexuelle active.

Les infections à un VPH sont à l'origine chaque année au Canada de 400 000 résultats anormaux aux tests Pap (qui décèlent la présence de cellules anormales dans la muqueuse du col de l'utérus), de 85 000 consultations en raison de verrues génitales et de 1400 diagnostics de cancer du col de l'utérus. Environ 400 Canadiennes en mourront.

Le Devoir

Le projet de port méthanier est exclu du processus d'étude de la CPTAQ

Passe-droit à Rabaska: l'UPA est en colère

ANTOINE ROBITAILLE

Québec — L'Union des producteurs agricoles (UPA) est outrée par la décision du gouvernement Charest de dessaisir la Commission de protection du territoire agricole (CPTAQ) du dossier du port méthanier de Rabaska. Dans une décision intérimaire rendue publique le 19 septembre dernier, la CPTAQ avait refusé de dézonner les terrains à vocation agricole — quelque 190,2 hectares — convoités par les promoteurs. Jeudi, Claude Béchar, le ministre des Ressources naturelles, a annoncé que le gouvernement se substituait à la commission et allait prendre une décision dans les semaines qui viennent.

«Le gouvernement n'arrête pas de nous dire que la protection du territoire agricole, c'est important. Eh bien là, on peut avoir des doutes!», a déclaré Martine Mercier, la première vice-présidente

de l'UPA, hier. Selon elle, l'argument invoqué par le gouvernement, soit d'accélérer le processus en empêchant «de refaire un BAPE» (Bureau d'audience publique en environnement), ne tient pas la route. La CPTAQ se serait bornée à son mandat: «Se demander s'il n'y a pas des endroits en zone blanche [non agricole] où le projet pourrait être réalisé.» Mme Mercier remet aussi en question la notion «d'urgence», invoquée par le gouvernement. Au dire de l'UPA, cette décision du gouvernement Charest rappelle celle qu'il a prise pour l'autoroute 30 sur la rive sud de Montréal. «Dans ce cas, il a laissé la CPTAQ travailler, pour ensuite lui dire qu'il passerait outre. Dans le cas de Rabaska, il ne laisse même pas la commission terminer son travail, déplore Mme Mercier. Est-ce que ça va toujours être comme ça dorénavant? Si oui, ça va être épouvantable à très court terme, d'où notre inquiétude.»

Par ailleurs, six agriculteurs opposés au dézonage songent à contester la validité du décret gouvernemental devant les tribunaux. C'est ce qu'a expliqué leur avocate, M^{me} Guylaine Caron, hier. Elle juge «assez inusité», dans une «société de droit», qu'un gouvernement agisse de la sorte. Le seul épisode où le gouvernement avait dessaisi la CPTAQ pour permettre un dézonage — le cas de Bell Hélicopter dans les années 1980 — a eu lieu à une époque où la loi sur la justice administrative n'existait pas. Or, «cette loi réaffirme la règle "audi alteram partem", soit le devoir qu'à toute autorité administrative du gouvernement d'agir équitablement et de façon impartiale», souligne Mme Caron.

Rabaska se réjouit

Selon le consortium qui promeut Rabaska (Gaz Métro, Gaz de France et Enbridge), il y a effectivement urgence. Depuis que le

projet a été lancé, il y a trois ans, une vingtaine d'autres projets de ports méthaniers ont été approuvés en Amérique du Nord. «Ils ont pris de l'avance sur nous et ils négocient avec les mêmes fournisseurs. Si on ne veut pas manquer le bateau, il faut s'assurer qu'on a une place à ces tables de négociation, mais pour cela, il faut que le projet soit approuvé», fait remarquer Glenn Kelly, président et chef des opérations de Rabaska. Le consortium a investi jusqu'à maintenant quelque 40 millions en «ingénierie préliminaire» et en communications, a noté M. Kelly, hier.

Au reste, la loi sur la protection du territoire agricole prévoit que la CPTAQ doit remettre un avis au gouvernement avant que celui-ci ne tranche. Selon le service des communications de la CPTAQ, elle devrait le faire à la fin de la semaine prochaine.

Le Devoir

Al Gore serait en tête dans la course au Nobel de la paix

Oslo — L'ancien vice-président américain Al Gore serait possiblement en tête des finalistes pour le prochain prix Nobel de la paix, qu'il pourrait partager avec l'écologiste inuite Sheila Watt-Cloutier, selon les prédictions de certains experts.

Mais ces experts ne peuvent que spéculer compte tenu de la tradition de mystère, de secret et de

spéculation qui entoure la remise de ce prix prestigieux.

Les candidats en lice pour les divers prix Nobel, qui seront annoncés la semaine prochaine, sont généralement issus de milieux variés.

Stein Toennesson, directeur de l'Institut de recherche pour la paix dans le monde à Oslo, déclare avoir été surpris pratiquement à chaque remise de prix.

Les choix proposés par cet observateur influencent généralement la couverture médiatique des éventuels récipiendaires, bien qu'il ne dispose d'aucune information privilégiée. Chaque année, il publie une liste fouillée, raisonnée et approfondie de lauréats potentiels, la plupart du temps fautive, avoue-t-il lui-même.

Cette année, alors que l'attention est particulièrement dirigée vers le

réchauffement climatique, M. Toennesson croit que les candidatures d'Al Gore et de la Canadienne Sheila Watt-Cloutier pourraient susciter l'intérêt du comité qui décerne le prix. «Les changements climatiques seront nécessairement le thème choisi, et le prix ira à la fois à un homme et à une femme», croit-il.

Associated Press

Gilles SIMARD
Michel G. BÉDARD

À L'AUBE DU XXI^e SIÈCLE: DES ENJEUX POUR LES SCIENCES DE LA GESTION

358 pages - 36,40 \$
ISBN 978-2-7601-4251-0

GUÉRIN université
514-842-3481

En vente dans toutes les librairies
Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

François CARRIER

ATLAS DU MONDE CONTEMPORAIN
LE QUÉBEC, LE CANADA ET LE MONDE

APPROUVÉ PAR LE MEO

128 pages - 48,50 \$
ISBN 978-2-7608-4659-3

LIDEC inc.
514-843-5991

En vente dans toutes les librairies
Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

SPHQ

26 27
Octobre 2007

CONGRÈS ANNUEL DE LA SOCIÉTÉ DES PROFESSEURS D'HISTOIRE DU QUÉBEC

Hilton Laval, Laval

INVITÉS SPÉCIAUX :

- Mme Michelle Courchesne, ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec.
- M. Paul Inchauspé, auteur de *Pour l'école - Lettres à un enseignant sur la réforme des programmes* (Éditions Liber).
- M. Christian Rioux, correspondant du *Devoir* à Paris.

L'enseignement de l'histoire est toujours d'actualité au Québec, comme on l'a vu en 2006 et comme on le voit encore cette année. Venez faire le point au congrès annuel de la **Société des professeurs d'histoire du Québec**, qui se tient cette année les 26 et 27 octobre, au Hilton Laval, et qui a pour thème **Le développement des connaissances et des compétences en histoire et en éducation à la citoyenneté**. Plus de 60 ateliers et communications sont prévus.

Ce congrès est ouvert à toutes les enseignantes et tous les enseignants de sciences humaines, quel que soit l'ordre d'enseignement, ainsi qu'à toute personne ayant eu des activités professionnelles reliées directement ou indirectement à l'enseignement de l'histoire. Bienvenue à nos collègues qui enseignent l'économie et la géographie.

Inscrivez-vous directement par le site Internet de la SPHQ, dans la Rubrique Congrès 2007, Hilton Laval :

Site Internet de la SPHQ:
<http://www.reclitus.qc.ca/associations/sphq/>

POUR INFORMATIONS :
Laurent Lamontagne
Président de la SPHQ
llamontagne@cslaval.qc.ca
450.628.6007

Vieux-Québec

FORFAIT D'AUTOMNE À 169 \$

Incluant • 1 nuitée dans une suite De Luxe • Petit déjeuner à la carte pour 2 pers. • Stationnement

LE PORT-ROYAL
HOTEL & SUITES

VIEUX-QUÉBEC
144, rue Saint-Pierre
valable jusqu'au 21 nov. 2007

1.866.417.2777 • 418.692.2777
www.hotelportroyalsuites.com

Restauration de crystal

Spécialisé dans le taillage de crystal traditionnel

FIXIT

Nous restaurons tout... sauf les cœurs brisés!

4652, boul. Décarie, Montréal
514-484-8332
www.themfixit.com
DEPUIS 1953

« LE CARTON EST RECYCLABLE, VOYEZ-Y! »

Écouter sa voix écolo, c'est mettre tous les contenants et emballages de papier et de carton à la récupération. Une fois recyclés, ils deviendront des boîtes d'œufs, du carton ondulé ou même des revêtements de toiture.

AVANT DE JETER, ÉCOUTEZ VOTRE VOIX ÉCOLO!

VOTRE VOIX ÉCOLO.com

eeq RECYC-QUÉBEC Québec

LES ACTUALITÉS

Mobilité urbaine et transports alternatifs

De nouveaux critères pour juger la valeur des voitures

LOUIS-GILLES
FRANCŒUR

La multiplication des modes de transport à essence, diesel, biodiesel, hybrides, électriques de ville ou de grande route, en versions moto, scooter, auto ou camion, va éventuellement exiger des analyses beaucoup plus globales que l'étiquetage de leur consommation d'essence pour que les consommateurs puissent faire des choix judicieux.

Ce qui apparaît à l'horizon pour régler ce problème, ce sont les analyses de cycle de vie, dites «du berceau à la tombe», ce que les États-Uniens appellent les analyses «dust to dust» («de poussière à poussière»), estiment plusieurs experts internationaux rencontrés à Mont-Tremblant cette semaine dans le cadre de la conférence Mobilité urbaine et transports alternatifs (MUTA), organisée par le Centre d'expérimentation des véhicules électriques (CEVEQ) de Saint-Jérôme.

Une étude de ce genre a soulevé beaucoup d'intérêt cet été, même si elle a été dénoncée à peu près unanimement pour son manque de rigueur. Il s'agissait d'une comparaison entre un Hummer et une Toyota Prius, laquelle serait moins intéressante dans une logique de cycle de vie même si, au cours de sa vie utile, elle

consomme moins d'essence que le mastodonte d'allure militaire.

Il existe plusieurs manières d'évaluer l'empreinte environnementale d'un véhicule, c'est-à-dire son coût pour la planète.

À l'échelon inférieur, on l'évalue par sa consommation d'essence, une dimension économique qui permet au consommateur de savoir ce qu'il lui en coûtera de rouler pendant cinq ou dix ans. Un cran plus haut, on trouve la méthode européenne, qui consiste à déterminer non pas la consommation d'essence mais le rejet de carbone et de gaz à effet de serre par kilomètre parcouru. En France, les véhicules seront bientôt désignés aux points de vente — et peut-être éventuellement en permanence sur le véhicule — par des couleurs qui exprimeront le nombre de grammes de CO2 émis par kilomètre parcouru.

Thierry Lamouche, un spécialiste des cycles de vie dans le secteur du bâtiment, définit ainsi cette démarche: il s'agit, dit-il, de déterminer dans un premier temps toute la demande en énergie exigée pour la conception et la fabrication d'un bien. On ajoute tout ce qu'il utilisera comme énergie pour fonctionner au cours de sa vie utile, les combustibles comme les pièces, et on ajoute enfin à l'équation toute l'énergie qu'exigera son élimination, une dépense qu'une politique

de recyclage peut réduire.

Pour Dominique Clément, qui a présidé en France un important comité interministériel sur les véhicules propres et économes, cette démarche pourrait aller plus loin et s'enrichir d'une perspective environnementale, voire sociale, si on ajoutait les coûts indirects de la pollution et de la perte d'écosystèmes provoqués autant par la construction des véhicules que par leur exploitation et leur élimination. Cependant, a-t-il dit, cette approche de cycle beaucoup plus globale se heurte — tout comme la plus élémentaire, qui ne porterait que sur la dépense d'énergie globale — à d'immenses problèmes techniques et méthodologiques.

Recherches
embryonnaires

Les recherches dans ce domaine, a-t-il dit, sont embryonnaires même si, en Europe, on réfléchit de plus en plus à la possibilité de «normer» cette approche afin de fournir aux décideurs publics et aux consommateurs un outil d'évaluation de leurs achats encore plus fiable et plus global. Jusqu'ici, à son avis, c'est le constructeur automobile Toyota qui consacre le plus de ressources à cette approche, qui permet d'anticiper des problématiques en plein essor.

Selon Paul Terrien, du Pôle

mobilité et transports avancés en France, il faudra des années, pour ne pas dire des décennies, avant qu'on ne puisse élaborer des matrices permettant de comparer véritablement le coût énergétique et environnemental global des moyens de transport. Cette tâche sera d'une immense complexité, a-t-il dit, car on peut facilement imaginer qu'une petite voiture très sophistiquée, faisant appel à des technologies de pointe utilisant des métaux rares et des procédés complexes, aurait théoriquement un coût énergétique supérieur à un produit plus gros mais plus simple. Tout dépendra donc de ce qu'on inclura dans ces équations.

Jusqu'à présent, au niveau le plus simple, a expliqué Dominique Clément, les études indiquent que le coût énergétique de construction d'une voiture oscille, selon les modèles, entre ce qu'elle consommera en énergie pendant deux ou trois ans. On entrevoit par ce simple énoncé qu'une petite voiture qui n'aurait pas une longue vie pourrait

représenter une consommation d'énergie supérieure à celle d'une plus grosse auto, qui durerait plus longtemps, sans aller jusqu'à la ridicule comparaison du Hummer et de la Prius. Toutefois, ce qui complique le calcul, c'est que, de plus en plus, les petites voitures durent 15 ans et plus, comme les grosses voitures, qui prétendaient autrefois avoir le monopole de la durabilité.

Le Devoir



Julius Grey ne sera pas candidat du NPD... pour l'instant

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — L'avocat montréalais bien connu Julius Grey, spécialiste des droits de la personne, ne sera pas candidat pour le NPD si des élections sont déclenchées au cours des prochaines semaines, à la suite du vote de confiance sur le discours du Trône. «Je n'ai aucun moyen de me dégager de mes obligations à court terme», a-t-il dit lors d'un entretien avec *Le Devoir* hier. «Pour un avocat en pratique privée, rien n'est possible en dehors d'un mois.»

La rumeur courait depuis un moment selon laquelle M. Grey était tenté de porter les couleurs néo-démocrates dans une circonscription montréalaise, probablement Notre-Dame-de-Grâce, contre la députée libérale Marlene Jennings. Or il n'en sera rien, du moins à court terme.

Si une campagne est déclenchée cet automne, Julius Grey donnera un coup de main au NPD, parti avec lequel il a des affinités depuis de nombreuses années, a-t-il dit, mais il ne sera pas candidat. Le lieutenant de Jack Layton au Québec, Thomas Mulcair, est actuellement à la recherche de candidats connus pour porter les couleurs de sa formation dans la foulée de la victoire du NPD dans Outremont.

Parviendra-t-il à convaincre Julius Grey de porter la couleur orange si une campagne électorale n'a lieu que dans quelques mois, voire l'année prochaine? C'est possible, a précisé M. Grey. «Je n'ai pas encore pris de décision pour une candidature à plus long terme. Je ne sais pas si je peux faire plus de bien avec la liberté dont je dispose actuellement, celle de dire ce que je veux et de publier ce que je veux, ou encore d'aller au Parlement mais d'être soumis à une discipline de parti. Honnêtement, je ne sais pas encore», a-t-il dit.

Grand observateur de la politique, Julius Grey pourrait donc faire le saut plus tard. «Il ne faut jamais dire "jamais" dans la vie», a-t-il lâché. Thomas Mulcair a donc encore une chance d'attirer l'avocat si la campagne électorale est retardée de quelques mois.

Le Devoir

EN BREF

Élections scolaires

La campagne électorale sera plus tranquille qu'à l'accoutumée à la Commission scolaire de Montréal (CSDM). Contrairement aux élections passées, seule une équipe électorale, le Mouvement pour une école moderne et ouverte (MEMO), présente des candidats à l'échelle de la commission scolaire. Ainsi, les candidats du MEMO ont été élus par acclamation dans 13 circonscriptions, faute d'adversaires. «D'habitude, à la CSDM, il y a toujours des élections dans chacune des circonscriptions. Il y a généralement entre 45 et 52 candidats, alors que cette fois-ci, seulement 29 candidats ont déposé leur bulletin», explique le directeur d'élection à la CSDM, Yvon Caty. Des élections auront donc lieu dans huit circonscriptions, soit Cartierville, Parc-Extension-Villeray, Tête-aux-vents, Mercier, Des Faubourgs, Westmount-Côte-des-Neiges-Sud, Côte-des-Neiges-Snowdon ainsi que Saint-Henri-Petite-Bourgogne-Pointe-Saint-Charles. Dans ces huit circonscriptions, un candidat du MEMO et un candidat indépendant courseront les électeurs d'ici au vote du 4 novembre prochain.

- Le Devoir

La Fondation Mossman présente la Conférence D. Lorne Gales sur l'histoire des sciences

Conférencière: Professor Paula Findlen Ubaldo Pierotti Professor of Italian History and Program in History & Philosophy of Science and Technology, Stanford University

Titre: After Leonardo: the Artist as Scientist in Seventeenth-Century Italy [en anglais]

Endroit: Moot Court Pavillon Chancellor Day Université McGill 3644 rue Peel

Date: le lundi 15 octobre, 2007
Heure: 18 h 00

Entrée: Libre

Renseignements: 398-4681

SOLDES

JUSQU'À 60%

Pour Elle
277, av. Laurier O.
514-270-6154
Centre de Commerce Mondial
413, St-Jacques O.
514-844-9125

Pour Lui
Centre de Commerce Mondial
383, St-Jacques O.
514-281-7999
5107, av. du Parc (angle Laurier)
514-277-7558

Colloque de lancement du Forum International des universités publiques (FIUP)

Montréal, les 11 et 12 octobre 2007

FORUM INTERNATIONAL
DES UNIVERSITÉS PUBLIQUES

«Universités, politiques publiques et internationalisation»

Séances ouvertes au public (Traduction simultanée disponible)



Déjeuner-causerie, le jeudi 11 octobre, 12 h 45

Lieu : Hôtel Hyatt Regency, 1255 rue Jeanne-Mance (Salon Hospitalité) Inscriptions: www.cerium.ca

«Construire les sociétés du savoir : nouveaux défis pour l'enseignement supérieur»

Jamil Salmi, coordonnateur des programmes d'enseignement supérieur, Banque Mondiale

«L'importance pour les universités publiques de se regrouper en réseau»

Marcel Boyer, Université de Montréal



Déjeuner-causerie, le vendredi 12 octobre, 12 h 15

Lieu : Hôtel Hyatt Regency, 1255 rue Jeanne-Mance (Salon Hospitalité) Inscriptions: www.cerium.ca

«The Upside of Down : Catastrophe, Creativity and the Renewal of Civilization»

Thomas Homer-Dixon, University of Toronto



Panel sur la diversité culturelle, le vendredi 12 octobre, 15 h (Entrée libre)

Lieu : Université de Montréal, 2900 boulevard Édouard-Montpetit, amphithéâtre K-500

«La diversité culturelle à l'université : demandes grandissantes, réponses contrastées»

Quatre recteurs d'universités membres du FIUP et

Gérard Bouchard, Université du Québec à Chicoutimi

Charles Taylor, Université McGill

Siège permanent du FIUP : Université de Montréal : www.fiup.umontreal.ca

LES ACTUALITÉS

École Louis-Riel

Le site Internet de l'école est truffé de fautes

CLAIRANDRÉE CAUCHY

À l'heure où les parents magasinent intensément l'école secondaire de leurs enfants, *Le Devoir* a pu constater hier que le site Internet de l'école Louis-Riel, de la Commission scolaire de Montréal (CSDM), regorge de fautes d'orthographe et de syntaxe.

Dès la page d'accueil, une erreur de frappe attire l'attention. L'internaute indulgent qui poursuit sa navigation jusqu'à la rubrique «*Notre histoire*» constate cependant qu'on y qualifie Louis Riel, ardent défenseur des droits des métis francophones, de «*héro [sic] d'une nation*».

Dans un extrait présentant les armoiries de l'école, on invite le lecteur à découvrir «*toute [sic] les significations qu'elle inclue [sic]*». Une autre faute saute aux yeux à la lecture du passage sur les armoiries de l'école, où on évoque la «*résistance*» du héros Louis Riel.

Avec ou sans s?

Les parents qui poursuivent plus avant leur navigation jusqu'à la description des différents programmes peuvent constater que l'accord du terme «*mathématique*» est très aléatoire. On peut y lire que le programme Galilée est destiné à la «*clientèle capable d'aller au-delà des programmes de mathématique et de science*», au singulier. Un paragraphe plus loin, on précise que les jeunes se font offrir des «*programmes d'études en mathématiques et en science*».

Dans la section sur les services aux élèves, on écrit que «*chaque élève est le bienvenue [sic]*» chez le travailleur social.

Joint par *Le Devoir*, le directeur de l'école, Serge Létourneau, n'était pas au courant de la piètre qualité du français dans le site Internet de son école. «*Je ne donnerai pas de réponse. Je viens d'entrer en poste, je n'avais pas vu le site Internet. On va aller voir et apporter les corrections nécessaires*», a affirmé M. Létourneau.

L'école secondaire Louis-Riel est située dans l'est de Montréal, dans le secteur du Nouveau-Rosemont.

Le Devoir



Devant le système juridique

Êtes-vous normatif, religieux, pragmatique ou relativiste?

STÉPHANE BAILLARGEON

Nul n'est censé ignorer la loi. Tous et chacun se valent, en principe, devant la justice. Pourtant, les rapports à la norme juridique varient énormément d'un individu à l'autre.

Après une enquête menée auprès de quelque 1530 Québécois de toute origine, le professeur Pierre Noreau, de l'Université de Montréal, a réussi à ramener ces rapports différenciés à quatre types fondamentaux, quatre profils psychosociologiques, quatre citoyens types, quoi: le normatif, le relativiste, le pragmatique et le religieux.

Pour le premier et le dernier de la liste, le normatif et le religieux, le droit constitue une référence transcendante fondamentale. Le profil normatif fait du droit une référence sociale ultime tandis que son «*cousin*» religieux entretient une conception morale de la normativité. Le relativiste nuance sa position en fonction d'autres champs de référence intellectuels. Le pragmatique, lui, passe son temps à remettre en question et à critiquer le système en fonction de son cynisme.

«*On ne cherchait pas ces profils en commençant l'enquête*», explique le professeur, qui va publier ses résultats sous le titre *Rapport au religieux et profil normatif: une*

certaine idée du droit. «La recherche portait sur les rapports des Québécois issus de l'immigration au système judiciaire. Ce qu'on trouve s'avère parfois plus intéressant que ce qu'on cherche.»

Les perspectives finissent par se bousculer, tout particulièrement les rapports aux droits en général et ceux des Québécois d'immigration récente. Elles prennent même un sens tout nouveau dans le contexte du débat autour des accommodements raisonnables et de la commission Bouchard-Taylor.

«*En commençant cette étude, on croyait découvrir beaucoup plus de sens critique par rapport au droit chez ceux qui peuvent opposer un système normatif à un autre*, poursuit le professeur Noreau. *On pensait donc que les gens issus de l'immigration seraient plus critiques du système juridique de leur nouvelle société. On est maintenant obligés de constater que les plus critiques proviennent du groupe des pragmatiques. Il y a même beaucoup plus de respect des institutions et du droit chez les immigrants que chez les Québécois nés ici. Pourquoi? Tout simplement parce que, chez ce premier groupe, il y a un plus grand respect de l'autorité comme valeur sociale, alors que la majorité passe son temps à critiquer les détenteurs de l'autorité, jusqu'à dénigrer les institutions.»*

D'accord, mais encore? Lequel

de ces deux rapports aux droits «*menace*»-t-il davantage le système juridique, fondement de nos sociétés? Celui du religieux en demande d'«*accommodements raisonnables*»? Ou celui du pragmatique, toujours prêt à réclamer des ajustements aux normes des rapports sociaux?

Cette question un brin dogmatique ne fait pas tiquer le professeur Noreau. «*Le groupe qui m'inquiète le plus, c'est celui des pragmatiques, beaucoup plus cyniques par rapport à la normativité*, répond-il. *Ce groupe critique de manière générale le droit et centre ses perspectives sur ses intérêts à court terme. À la longue, il peut devenir plus difficile d'établir des consensus avec ces gens, qui tombent plus facilement dans le populisme.»*

En clair, la filière pragmatique apparaît beaucoup plus susceptible de modifier son opinion au fur et à mesure de ce qui frappe l'imagination dans l'espace public. Elle instrumentalise le droit. Elle se considère aussi victime du système juridique, croyant que celui-ci est au service des autres, les plus riches, les plus scolarisés. Les deux tiers des pragmatiques, selon les données de l'enquête, estiment que les citoyens demeurent inégaux devant la loi et croient même qu'il est possible d'«*acheter*» un juge.

Cette enquête révèle par ailleurs que si l'attitude devant le système juridique varie en fonction des valeurs

existentielles (dont les convictions religieuses) et du parcours scolaire de chacun, elle change aussi en fonction de l'origine des répondants. Ainsi, 71 % des Québécois nés au Canada sont relativistes (26 %) ou pragmatiques (45 %), contre seulement 4 % de normatifs. Par contre, 61% des Québécois originaires de pays non occidentaux sont normatifs (14 %) ou religieux (47 %).

Habermas et compagnie

Les conséquences déboulent. L'existence des catégories ébranle les idées reçues sur la transparence des débats dans notre société. Pour beaucoup de philosophes politiques, par exemple, les délibérations doivent s'articuler autour de la conception instrumentale de la norme. «*Dans une discussion, il est important de retenir que les interlocuteurs n'ont peut-être pas tous la même conception de la normativité. La conception très instrumentale, très utilitaire, domine actuellement, mais ce n'est pas la seule possible dans le monde. D'autres ont des rapports fondés sur le sens et sur la norme.*»

Le normatif et le religieux finissent par se rapprocher de ce point de vue, comme deux faces d'une même pièce de transcendance. «*Les deux procèdent d'une définition symbolique du droit. Sa valeur fait donc l'objet du débat. Chez les gens reliés à la perspective plus instrumentale, c'est l'utilité du droit qui domine. Il y*

a la valeur d'un côté et la finalité de l'autre, ce qui rejoint des catégories fondamentales de la sociologie.»

La division entre les catégories ne rend pas impossible le consensus et la bonne entente. «*On peut s'entendre sur une même norme pour des raisons différentes*», résume le professeur en fournissant l'exemple de l'avortement. «*Le type religieux aura plus tendance à refuser personnellement cette pratique tout en l'acceptant socialement.*»

De toute façon, en matière d'éthique, on le sait depuis Aristote, l'examen au cas par cas doit l'emporter sur les dogmes abstraits. Revendiquer la primauté de l'égalité hommes-femmes sur la liberté religieuse est une chose; trancher devant une situation concrète de port du hijab dans une salle de classe de l'université Concordia en est une autre.

«*Le débat sur les conséquences devraient peut-être même l'emporter maintenant*, conclut le professeur Noreau. *Si on s'accommode de telle ou telle manière, si on suit les désirs de tel ou tel groupe, quelles seront les conséquences à long terme? On pourrait projeter les propositions dans le temps et examiner leur impact. Même moi, qui essaie de tenir compte des différents rapports à la norme, je peux finalement faire cette proposition plutôt rationaliste et instrumentale...»*

Le Devoir

VEUILLEZ JOINDRE ET EXPÉDIER AVEC VOTRE DON DÈS MAINTENANT

REPAS COMPLET DE L'ACTION DE GRÂCE - 2,48\$



Nous avons besoin de votre aide pour offrir des repas chauds et procurer d'autres services essentiels en cette période de l'Action de Grâce aux personnes démunies, sans-abri et qui souffrent dans la région de Montréal.

Pour seulement 2,48\$, vous pouvez offrir un repas chaud, un abri sécuritaire et une aide qui pourraient être le point de départ d'une nouvelle vie.

S'il vous plaît, aidez-nous à donner de la nourriture et des soins à ceux qui ont faim, aux sans-abri et à ceux qui souffrent en postant votre don dès maintenant.

- 24,80\$ pour aider 10 personnes
- 62,00 pour aider 25 personnes
- 124,00 \$ pour aider 50 personnes
- _____ pour aider le plus de personnes possibles

Veuillez donner en ligne au www.missionbonaccueil.com ou composez le 514-523-5288

Nom : _____
 Adresse : _____
 Ville/Prov./Code postal : _____
 Téléphone : _____
 Courriel : _____



Libellez votre chèque à :
MISSION BON ACCUEIL
 606 rue De Courcelle, dép. 403308
 Montréal (Québec), H4C 3L5
www.missionbonaccueil.com

Les montants cités sont les coûts moyens et comprennent les frais de préparation et de service. Un reçu d'impôt sera émis pour tout don de 10\$ et plus.
 Organisme de charité enregistré 10819 5215 RR0001

NOTRE 115^e ANNÉE AU SERVICE DES DÉMUNIS

OGM et pesticides : sonner l'alarme!



Conférence de Gilles-Éric Séralini
 Professeur à l'Université de Caen et président du CRII-GEN

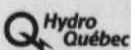
Quels sont les impacts sur la santé et la biodiversité des OGM et des pesticides? Les risques sont-ils bien évalués?

Judi 11 octobre 2007, 19h

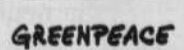
Adultes : 8\$, étudiants et aînés : 2\$

Cœur des sciences | Complexe des sciences
 Pierre-Danarieu de l'UQAM
 Pavillon Sherbrooke, amphithéâtre SH-2800
 200, rue Sherbrooke Ouest
 M20, Place-des-Arts

RÉSERVATIONS: www.coeurdessciences.uqam.ca



Faculté des sciences
 Université du Québec à Montréal



LE DEVOIR

Lionel MENEY

DICTIONNAIRE QUÉBÉCOIS-FRANÇAIS

Pour mieux se comprendre entre francophones



GUÉRIN, éditeur. Itée
 514-842-3481

En vente dans toutes les librairies
 Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

V. Émond, P. Groult et G. Muraille

DICTIONNAIRE de la langue du Moyen Âge

Pour comprendre le médiéval



352 pages - 26,20 \$
 ISBN 978-2-7601-6458-1
 GUÉRIN, éditeur. Itée
 514-842-3481

En vente dans toutes les librairies
 Le prix est indiqué sous réserve de modifications.



Michel DAVID

GRAMMAIRE FRANÇAISE DU 3^e MILLÉNAIRE

Une grammaire simple, efficace, complète et originale

592 pages - 36 \$
 ISBN 978-2-7608-5309-6

LIDEC inc.
 514-843-5991

En vente dans toutes les librairies
 Le prix est indiqué sous réserve de modifications.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

« La fonction commerciale joue un rôle essentiel à Montréal »

Des sous pour redonner vie aux artères commerciales

FRANÇOIS DESJARDINS

La nouvelle mouture d'un programme de subventions pour la revitalisation des artères commerciales à Montréal suscite une bonne dose d'optimisme auprès des regroupements de commerçants, qui planchent à toute vapeur sur les présentations qu'ils devront soumettre au cours des prochaines semaines.

Le Programme Opération Commerce ayant rendu l'âme en 2002, en pleine tourmente des fusions municipales, l'administration Tremblay a annoncé en juin dernier ce qui lui succédera: le volet commercial du programme Réussir@Montréal. L'enveloppe se chiffre à 11,7 millions de dollars et le programme sera en vigueur jusqu'en 2011.

« La fonction commerciale joue un rôle essentiel à Montréal », a affirmé en juin le responsable du développement économique de la Ville, Alan De Sousa. « Elle approvisionne la population avoisinante en biens et en services tout en fournissant un nombre élevé d'emplois », a-t-il ajouté, signalant par ailleurs l'impact sur le « design de ville » et la qualité de vie.

Fait à noter, les sommes seront distribuées non seulement dans les limites de la ville mais aussi ailleurs sur l'île, car le programme couvre l'agglomération. Autrement dit, il n'est pas impossible que certaines sommes soient consenties à Beaconsfield.

« Le programme dans sa forme définitive n'est pas adopté », a dit Michel Valade, conseiller économique au service de mise en valeur du territoire et du patrimoine. Le vote définitif au conseil d'agglomération aura lieu le 25 octobre. Il faudra aussi couler les critères dans le béton, ainsi que les projets de travaux qui seront admissibles aux subventions. Déjà, M. Valade en a une bonne idée.

Capacité des commerçants

« Ce qu'on veut, au fond, c'est que les gens nous relatent leur expérience récente, qu'ils décrivent la situation actuelle sur l'artère, qu'ils fassent part des initiatives qui ont eu lieu et qu'ils décrivent leur vision du projet », a dit M. Valade. En gros, il faudra évaluer les caractéristiques du regroupement de commerçants et du secteur d'intervention, ainsi que la capacité du regroupement à susciter la réalisation de projets. Ce dernier point, a-t-il dit, est « vital ».

En effet, la mouture précédente du programme,

au cours des années 90, a permis à la Ville de faire un constat banal: il n'a pas le même effet partout. « Il y a des secteurs où le programme fonctionne mieux. Ça, ça repose sur la vitalité des gens d'affaires et des leaders de la communauté à promouvoir la participation au programme et à mettre en application des stratégies », a dit M. Valade.

De manière concrète, la Ville a indiqué cet été que ce programme vise à favoriser la « densification commerciale et l'amélioration du design urbain ». Parmi les champs d'intervention que prévoit la Ville, il y avait notamment « l'accompagnement de regroupements de commerçants, la réalisation de diagnostics, d'analyses et de plans directeurs, l'aide financière pour le design d'aménagement et pour la rénovation de bâtiments commerciaux ».

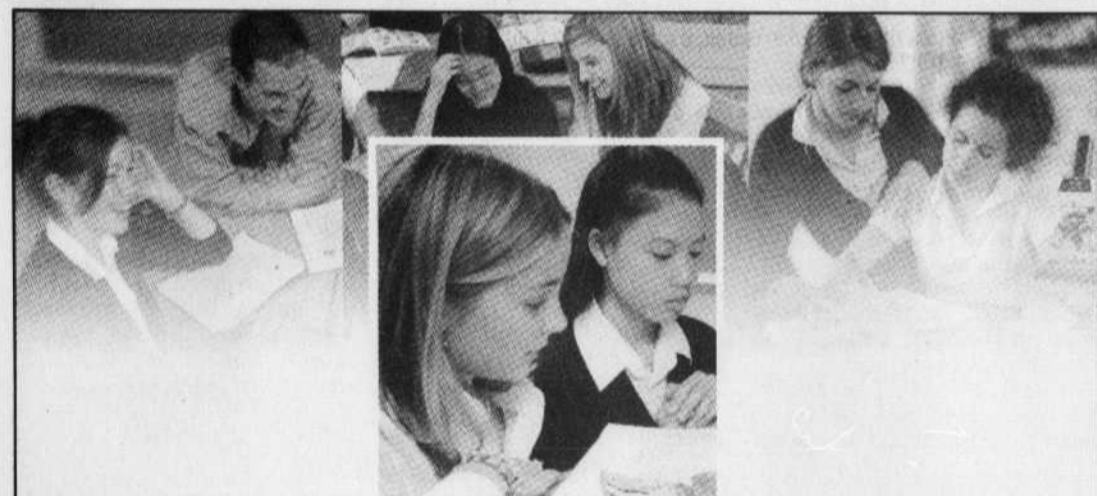
Le Programme Opération Commerce a permis, des années 90 jusqu'en 2002, de mener des interventions dans une trentaine de secteurs.

Difficile de savoir quels artères seront choisies en premier. Mais M. Valade a mis une chose au clair: « On met beaucoup d'argent pour les prochaines années, mais on ne peut pas prendre toutes les artères la même année... »

Le Devoir



JACQUES NADEAU LE DEVOIR



Au-delà de la performance

Citoyennes du monde

Les portes jamais fermées, le cœur toujours ouvert, la relation maître-élève jalousement préservée: voilà le secret du Saint-Nom-de-Marie qui, génération après génération, forme celles qui demain feront une différence dans leur milieu.

Forte de son expérience, l'institution a su s'adapter à notre société pluraliste. Si l'ajout d'un pavillon ultramoderne s'inscrit dans cette évolution, l'enseignement de très haut niveau et la transmission de valeurs humanistes demeurent les préoccupations principales des éducateurs.

Pas étonnant que les filles du Saint-Nom-de-Marie regardent l'avenir avec confiance! Elles auront les compétences de leur audace et la force intérieure pour relever le défi de leur choix.

Examens d'admission
Samedi 13 et dimanche 14 octobre, de 9 h à 12 h



Accessible par métro.



Pensionnat
SAINT-NOM-DE-MARIE

628, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Outremont (Québec) H2V 2C5
Téléphone: 514.735.5261 • Télécopieur: 514.735.5266 • www.psnm.qc.ca

Cours secondaire complet pour jeunes filles. Externat et pensionnat.
Profils: Éducation internationale et Vie et monde. Partenaire académique de l'École supérieure de ballet contemporain. Partenaire de l'École de musique Vincent-d'Indy.

Gala de Montréal 2007
10^e anniversaire
en hommage à son fondateur
Kevin Harrison



Lise Fournel



Normand Brathwaite

Jeudi le 11 octobre 2007
18 h 00
Hôtel Delta Centre-Ville
Salon Régence
Cocktail, encan silencieux,
encan public et souper spectacle
BONNE SOIRÉE!



Dystrophie musculaire Canada
une action musclée

Billet
275\$/personne
Réservations
514 393-3522
1 800 567-2236
poste 232

MERCI À NOS PARTENAIRES

DOSSIER



FRANÇOIS DESJARDINS LE DEVOIR

Une rue de Saint-Césaire, en Montérégie. L'entrée de la ville ressemble à bien d'autres au Québec, une horreur à bien des égards, mais lorsqu'on se donne de pénétrer à l'intérieur de la municipalité, on se promène sur de petites rues charmantes.

Chirurgie esthétique au centre-ville

FRANÇOIS DESJARDINS

L'automobiliste qui arrive à Saint-Césaire, en Montérégie, bute sur un paysage qu'il a vu des centaines de fois auparavant: une route principale, la 112, saupoudrée de l'habituelle recette que sont les Tim Hortons, McDonald's, stations-services, quincailleries, etc. Et pourtant. À l'intérieur du village, des rues étroites parsemées de maisons coquettes mènent à un centre-ville tout de même sympathique que les commerces ont délaissé. Objectif: lui redonner vie.

«Un milieu de vie, ce n'est pas une autoroute ou des grandes distances qu'il faut parcourir en voiture», dit François Varin. Le jour où l'auteur de ces lignes l'a finalement joint au téléphone après plusieurs jours de poursuite, M. Varin était à Saint-Hyacinthe. S'il arpente le Québec, c'est probablement parce qu'il dirige la Fondation Rues principales, une firme-conseil sans but lucratif qui offre de la consultation aux municipalités pour revitaliser leur centre-ville.

Du travail, M. Varin en a. Il faut dire que les centres-ville ont eu la vie dure depuis les années 1970. L'assaut est venu de sources multiples. La montée en puissance des centres commerciaux, l'attraction des grands centres régionaux, l'étalement, l'exode, l'affirmation ininterrompue d'un mode de vie axé sur l'automobile et la tendance favorable aux grandes surfaces ont eu des effets aussi troublants les uns que les autres.

De Rivière-Rouge à Gaspé en passant par Mont-Laurier, Saint-Césaire et Donnacona, des administrations municipales se prennent en main. Depuis 1985, elles sont plus de 200 à avoir eu recours aux conseils de la Fondation pour coordonner leurs efforts. Par de petits gestes, qu'il s'agisse de restauration de maisons patrimoniales ou de promotions d'activités sur les rues principales, elles ont tout mis en œuvre pour insuffler une vie nouvelle à leurs centres-ville.

Écologique

Si l'exercice consiste à redonner aux centres-ville leur fonction commerciale de proximité, sa dimension ratisse plus large qu'on pourrait le croire, dit François Varin. «Dans le contexte écologique actuel, où on doit prendre la voiture, où on se plaint que les gens ne font pas d'exercice, où on déplore la pollution, le fait de déplacer l'activité commerciale source de pollution, de recentrer les activités dans les lieux qui ont été naturellement créés pour ça, n'est-ce pas une bonne façon d'agir pour encourager le développement durable?»

La revitalisation n'est rien de nouveau. Aux États-Unis, les efforts ont débuté au cours des années 1970. Le National Trust for Historic Preservation se donnait justement pour but de faire revivre la vocation commerciale des centres-ville. D'abord en déterminant les raisons pour lesquelles ils se mouraient à petit feu, puis en proposant des stratégies d'intervention pour endiguer le problème et inverser la tendance.

Au Québec, les efforts se sont formalisés un peu plus tard. Certes, des stratégies de revitalisation de rues principales ont vu le jour dans les années 1970 et 1980, mais elles étaient souvent faites en vase clos, un peu à tâtons. Paul Lewis, aujourd'hui professeur d'urbanisme à l'Université de Montréal, se souvient de l'expérience hulloise en 1976. Il était urbaniste, et le défi consistait à redresser la Promenade du Portage, qui ne fonctionnait pas du tout. «À l'époque, on ne savait pas trop pourquoi... En fait, on savait pourquoi, mais on ne savait pas quoi faire pour renverser la vapeur.»

Le premier réflexe, dit M. Lewis, a été de blâmer le problème du stationnement. «J'ai fait faire une enquête et on s'est rendu compte que le problème n'était pas là, mais plutôt dans l'obsolescence des structures commerciales, qui étaient moins attrayantes que les centres commerciaux», dit M. Lewis. La ville a fini par faire ce qui s'est fait un peu partout à la grandeur du Québec: on a

refait l'espace public comme s'il sortait d'un catalogue, notamment en posant des pavés «interbloqués» au sol, des «faux vieux lampadaires» et des bancs ici et là. Ce n'était pas suffisant. «Au bout de 15 ou 20 ans, les villes se sont rendu compte que ça n'allait pas mieux, ou que les choses empiraient», dit-il.

Le coup de main de Québec

Il vint un temps où les villes ont pu cesser de fonctionner en mode solo. En 1983, le gouvernement du Québec a lui aussi mis la main à la pâte. Son programme, ReviCentre, visait justement ces villes dotées d'un centre d'activité traditionnel et de bâtiments anciens nécessitant un certain degré de rénovation. Il a été en vigueur de 1983 à 1987.

La problématique des villes est très clairement expliquée dans un rapport publié en 1994 par le ministère des Affaires municipales. Ce dernier y évoque le pouvoir d'attraction des «capitales régionales» et de certaines villes comme centres d'emplois et de services. Les plus petites municipalités, forcement, écopaient depuis les années 1960 et 1970. «La diminution et l'affaiblissement du dynamisme des activités commerciales, industrielles et de services, traditionnellement localisées dans les villes-centres et les centres ruraux, ont entraîné une dégradation des immeubles et des équipements de ces centres», écrivait-il sans détour. Un effort considérable a été fait pour revitaliser ou reconverter ces espaces.»

De 1983 à 1987, indique le ministère des Affaires municipales dans le même rapport, 87 villes ont reçu des subventions totalisant 50,7 millions. Les villes ont elles-mêmes investi 62 millions alors que le secteur privé, pour sa part, a injecté 170 millions.

Initiative récente

À Saint-Césaire, une petite ville de 5000 habitants entre Saint-Jean-sur-Richelieu et Granby, on procède un bâtiment à la fois. Le rez-de-chaussée de ces bâti-

ments abritait souvent des commerces, lesquels ont aujourd'hui installé leurs locaux sur la grande route à deux coins de rue du centre-ville.

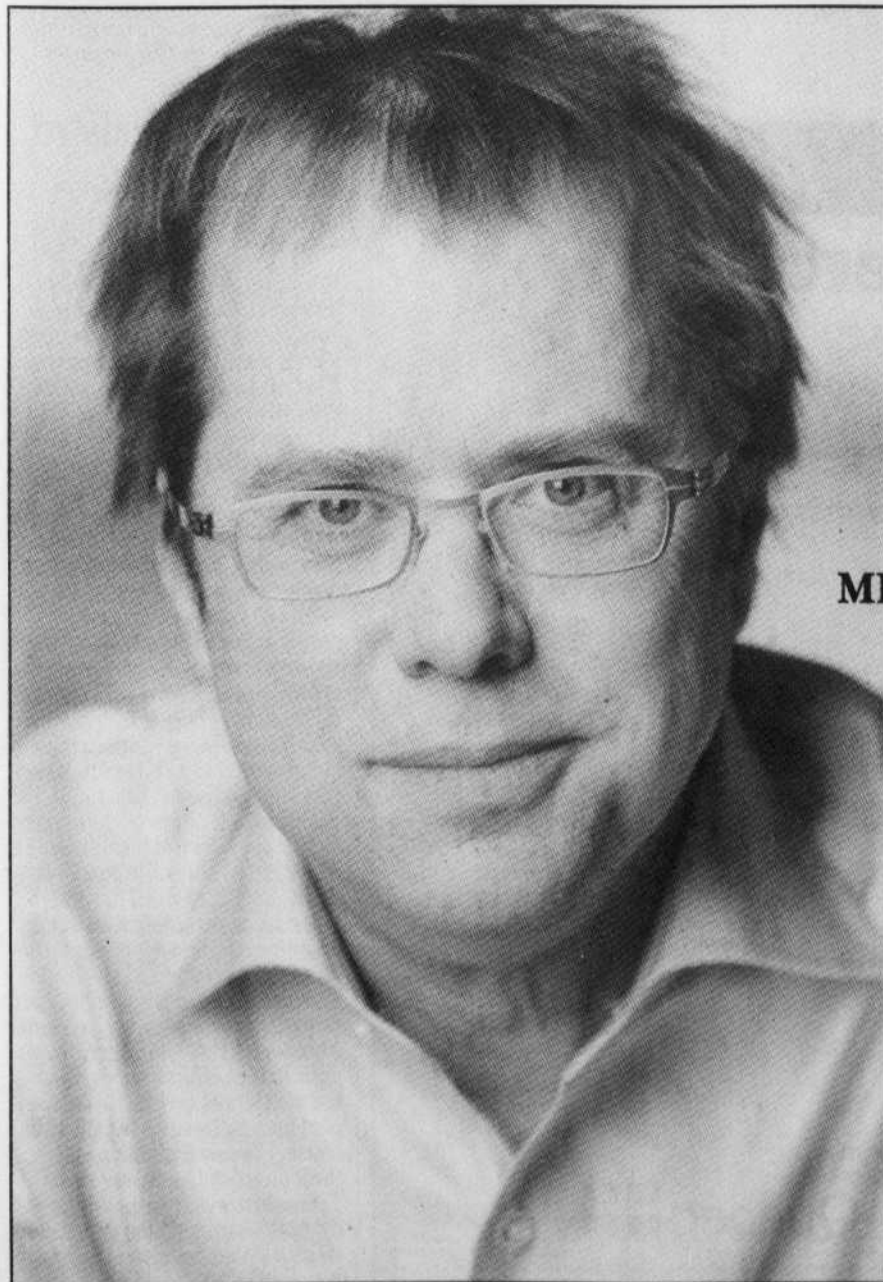
«Vous voyez, ils viennent tout juste de teindre les galeries», dit Kellie Viens-Messier, une architecte qui s'occupe présentement du dossier de revitalisation à l'Hôtel de ville, lors d'une promenade dans le quartier où sont concentrés les travaux de rénovation et de restauration. Un peu plus loin, l'ancien bureau de poste est sur le point de subir un lifting.

La Ville a décidé de joindre le Réseau Rues principales en 2005. Depuis lors, le cœur s'embellit petit à petit, maison par maison, façade par façade. Pour attirer du monde, il faut d'abord se faire beau. «Au fil des ans, l'activité commerciale au centre-ville a délaissé les biens pour s'orienter sur les services», dit Kellie Viens-Messier. Résultat? Ça bouge beaucoup moins. «On veut ramener les commerçants au centre-ville.»

Il faut donc travailler sur l'aspect visuel. Cette année, par exemple, la Ville de Saint-Césaire distribuera 90 000 \$ à des projets de restauration. La moitié de cette somme provient de la Société d'habitation du Québec. Le secteur d'intervention est très clairement délimité entre telle et telle rue. «On a envoyé 130 formulaires de demande dans le quartier. En une semaine seulement, on avait déjà 36 réponses...», dit Mme Viens-Messier.

Un volet communautaire, qui comporte une fonction de rassemblement, fait aussi partie de l'exercice. Car devant l'hôtel de ville se trouve un énorme stationnement qui nage en pleine démesure. Le projet à l'étude consisterait à transformer cette surface d'asphalte inutile en espace public qui, quelques jours par semaine, se transformerait en marché public. Quoi de mieux pour accueillir les produits agricoles cultivés dans les environs?

Le Devoir



Ce n'est que du hasard.

Il n'y en a pas de secret. Pas de truc, pas de calcul. Ce n'est qu'une question de hasard. Si on joue en étant convaincu de connaître le moment où la chance va tourner, où l'appareil va payer...

IL YA DE L'AIDE QUI EXISTE.

MISE SUR TOI.

FONDATION
MISE SUR TOI

une initiative de Loto-Québec

Jeu: Aide et référence 1 866 SOS-JEUX

misesurtoi.ca

LE MONDE

L'armée américaine tue 25 Irakiens

Sept enfants sont parmi les victimes

Bagdad — Au moins 25 personnes ont été tuées hier lors de combats à l'ouest de Bakouba (60 kilomètres au nord-est de Bagdad), selon l'armée américaine. Selon des responsables locaux, sept enfants figurent parmi les victimes, de même que des hommes qui ne faisaient que protéger leur famille.

Les forces américaines visaient le commandant d'une milice chiite soupçonné de liens avec des membres de la Force al-Qods, l'élite des Gardiens de la révolution iraniens (Pasdaran).

Selon les Américains, un groupe d'hommes armés avait ouvert le feu en direction des soldats avec des mitraillettes et des grenades RPG, au moins l'un d'entre eux ayant été aperçu avec une arme antiaérienne. Les troupes au sol ont alors réclamé un soutien aérien. Deux bâtiments ont été détruits et au moins 25 personnes ont été tuées dans l'intervention d'un hélicoptère et d'un chasseur.

A Khalis, enclave chiite encerclée par des zones sunnites dans la province de Diyala, où al-Qaïda en Irak reste actif, des Irakiens ont en revanche affirmé que des bombes américaines avaient tué des civils accourus pour aider les blessés de la première frappe. «*Nous étions en surveillance dans le village, craignant d'éventuelles attaques d'al-Qaïda. Nous cherchions à protéger nos familles*», a expliqué Muntasir Abbas, 28 ans, qui a été blessé à la jambe.

Selon les responsables hospitaliers de Khalis, outre les civils, dont

sept enfants tués, 28 autres personnes ont été blessées, dont trois enfants. A Bagdad, le porte-parole militaire Winfield Danielson a déclaré que «*nos hommes font tout ce qu'ils peuvent pour protéger les civils, mais quant ils font face à une menace hostile, ils se défendent*».

L'armée américaine enquête par ailleurs sur la mort de trois civils abattus par des soldats américains près d'un barrage. Selon des responsables irakiens, ces victimes étaient des gardiens irakiens ayant l'aval des Américains et ont été abattus par erreur.

Ces deux affaires évoquant des bavures éventuelles des forces américaines surviennent alors que le risque d'abattre par erreur des civils s'accroît, de plus en plus de combattants chiites ou sunnites intervenant désormais aux côtés des Américains contre les extrémistes, manière de contourner les défaillances de la police nationale irakienne.

Le premier ministre Nouri al-Maliki s'est inquiété de la mise en place de ces alliances de sécurité locale sous l'égide des Américains au cours d'une réunion avec le nouveau chef d'état-major interarmes, l'amiral Mike Mullen, disant craindre «*l'émergence de nouvelles milices*», selon un communiqué de ses services.

Dans une série d'opérations dans le reste du pays, 12 membres présumés d'al-Qaïda en Irak ont par ailleurs été tués, a ajouté l'armée américaine.

Associated Press

Malgré les témoignages, Bush nie l'utilisation de la torture

FANNY CARRIER

Washington — Les témoignages des victimes concordent, des documents accablants parviennent les uns après les autres à la lumière, mais le président George W. Bush insiste: la torture ne fait pas partie de l'arsenal américain contre le terrorisme.

«*Ce gouvernement ne torture pas les gens. Nous observons la loi américaine et nos obligations internationales*», a déclaré M. Bush hier alors que le *New York Times* a révélé jeudi l'existence de documents du ministère de la Justice justifiant les techniques d'interrogatoires violents.

Selon le quotidien, les documents, en vigueur depuis 2005, assurent que la loi n'empêche pas de gifler un détenu ou de le soumettre à des températures extrêmes ou à un simulacre de noyade, même de manière simultanée.

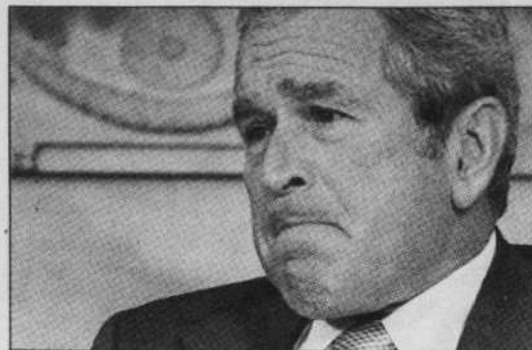
Les associations de défense des droits de la personne se sont insurgées et les parlementaires démocrates ont exigé que les documents soient transmis au Congrès, une question qui pourrait peser sur la confirmation du nouveau ministre de la Justice, Michael Mukasey.

En 2004, l'administration avait dû renoncer à un premier document, élaboré deux ans plus tôt, qui stipulait qu'aucune technique d'interrogatoire n'était interdite tant qu'elle ne provoquait pas une douleur physique extrême.

Sans démentir l'existence des nouveaux documents, l'administration a refusé d'évoquer leur contenu et insisté à nouveau sur la nécessité et l'efficacité des «*techniques alternatives*» dans les interrogatoires de terroristes présumés, notamment au sein du programme des prisons secrètes de la CIA.

«*J'ai mis ce programme en place pour une bonne raison: mieux protéger les Américains, et quand nous trouvons quelqu'un qui pourrait avoir des informations sur une attaque potentielle contre l'Amérique, nous n'allons pas nous gêner pour le garder prisonnier et nous n'allons pas nous gêner pour l'interroger*», a déclaré M. Bush hier.

Jeudi soir sur CNN, sa conseillère à la sécurité intérieure, Frances Townsend, a assuré que sur la centaine de suspects passés par les prisons secrètes de la CIA, seul un tiers avait subi les techniques alterna-



JASON REED REUTERS

«*Nous observons la loi américaine et nos obligations internationales*», a déclaré George W. Bush en réponse aux allégations de torture du *New York Times*.

tives, appliquées de manière graduelle par des interrogateurs chevronnés.

Mais les témoignages d'anciens détenus, des sites secrets de la CIA au centre de détention de Guantánamo, de la prison irakienne d'Abou Ghraïb à celle afghane de Bagram, et même sur une base navale de Caroline du Sud, suggèrent pourtant que nombre de ces techniques ont été appliquées de manière systématique, massive et pas toujours encadrée.

Partout, les anciens détenus, pour la plupart libérés sans qu'aucune charge soit retenue contre eux, ont raconté avoir été placés à l'isolement absolu pendant des mois, privés de sommeil, interdits de lumière du jour, laissés nus dans des cellules minuscules suffocantes ou glaciales, maintenus pendant des heures dans des positions douloureuses, soumis à de la musique tonitruante...

Ces récits ont été confirmés par plusieurs documents officiels. Rendu public en 2005, le compte rendu d'interrogatoire de Mohammed al-Qahtani, un détenu saoudien de Guantánamo, détaille ainsi sur 83 pages, presque minute par minute, l'enchaînement de ces techniques infligées au suspect entre novembre 2002 et janvier 2003.

Agence France-Presse

EN BREF

Irak: retrait partiel des troupes «d'ici Pâques»

Washington — Le conseiller irakien à la sécurité, Mouaffak al-Rubaie, a dit estimer hier que les progrès des forces nationales de sécurité permettraient à l'armée américaine de procéder «*d'ici Pâques*» au retrait d'une partie de ses troupes, soit avant la date prévue de l'été 2008. «*Les forces de sécurité irakiennes progressent très vite et seront en place d'ici la fin de l'année. Avec leurs capacités croissantes et si la situation continue à s'améliorer sur le plan de la sécurité, nous reviendrons probablement à 15 brigades de troupes étrangères d'ici Pâques*», a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse à Washington. Le président américain, George W. Bush, a annoncé en septembre qu'il entendait réduire progressivement le contingent américain de 20 à 15 brigades, soit 21 500 soldats de moins, pour ramener les effectifs à environ 130 000 hommes «*d'ici juillet 2008*». — AFP

Aux États-Unis, on ne peut pas interdire à un candidat de mentir

Washington — Les candidats aux élections dans l'État de Washington doivent pouvoir continuer à mentir en toute impunité, a déclaré cette semaine la Cour suprême de l'État à une petite voix de majorité. En 1999, l'État de Washington avait promulgué une loi interdisant la publicité mensongère à propos d'un candidat lors d'une campagne électorale. Par cinq voix contre quatre, les juges ont invalidé le texte jeudi, estimant qu'il allait à l'encontre de la liberté d'expression garantie par la Constitution. «*Il ne fait pas de doute que les attaques personnelles mensongères sont trop fréquentes dans les campagnes électorales*», explique le juge James Johnson dans cette décision, rappelant que la diffamation reste interdite. «*Toutefois, la censure gouvernementale [telle que prévue par la loi] n'est pas une solution autorisée par la Constitution*», ajoute-t-il. La loi, qui présume «*naïvement*» que le gouvernement est capable de départager le vrai du faux dans le discours politique, n'est pas équitable puisqu'elle n'interdit pas à un candidat de mentir sur lui-même, relève le juge Johnson. — AFP

Ukraine: courte majorité au Parlement pour les pro-occidentaux

Kiev — Les partis ukrainiens occidentaux ont remporté suffisamment de sièges au Parlement pour composer une majorité, selon les résultats préliminaires complets des législatives diffusés hier. Le bloc dirigé par Loulia Tymochenko a recueilli 30,71 % des suffrages lors des élections de dimanche, devant la coalition du président Viktor Iouchtchenko. Notre Ukraine-Autodéfense populaire, qui a obtenu 14,15 %, selon la Commission centrale électorale. Le Parti des régions du premier ministre pro-russe Viktor Ianoukovitch a quant à lui décroché le plus grand nombre de voix (34,37 %) sans pour autant atteindre le total des suffrages des forces occidentales. — AP

Congo: le ministre des Transports limogé

Kinshasa, République démocratique du Congo — Le président congolais Joseph Kabila a limogé hier le ministre des Transports, Rémy Kuseyo, au lendemain du crash d'un avion cargo, qui a fait au moins 50 morts dans un faubourg de Kinshasa, selon un dernier bilan des autorités. Saleh Kinyongo, porte-parole du ministère des Affaires sociales, a annoncé hier que 28 corps avaient pu être dégagés des débris encore fumants de l'appareil et que 22 autres occupants de l'avion étaient présumés morts. Sept autres personnes présentes au sol à l'heure du crash étaient quant à elles portées disparues, ce qui pourrait alourdir encore le bilan final de l'accident, selon M. Kinyongo. La décision du limogeage du ministre des Transports a été annoncée à la télévision d'État par le porte-parole de M. Kabila, Kudura Kasaongo. Selon lui, le président a aussi créé un nouvel organe appelé Autorité de l'aviation civile. La catastrophe s'est produite jeudi quand un Antonov 26 appartenant à la compagnie Afric One a raté son atterrissage pour finir sa course sur un quartier résidentiel proche de l'aéroport international de N'Djili à Kinshasa. L'appareil n'avait pas le droit de voler, le ministre des Transports ayant suspendu près de trois semaines plus tôt les autorisations pour les avions de type Antonov en RDC. — AP

«*J'veux pas que ça arrête...*»

CONTINUEZ LA BELLE VIE

LES OBLIGATIONS BOURSIÈRES DU QUÉBEC

BONI
DE
1%sur le capital investi
pour les nouveaux
fonds REER

- + Rendement basé sur la variation de l'Indice Québec-30^{MC}.
- + Capital entièrement garanti.
- + Rendement maximal de 60 % pour le terme de 5 ans et illimité pour le terme de 10 ans.
- + Aucuns frais de gestion et d'administration.

Pour en savoir plus, téléphonez-nous ou consultez notre site Internet.

ÉPARGNE
PLACEMENTS
QUÉBECVOS
ÉCONOMIES
GARANTIES
À 100 %

1 800 463-5229 | www.epq.gouv.qc.ca

Épargne
Placements

Québec

LE MONDE

Élections au Pakistan

Le gain de Moucharraf dépendra de la justice

Benazir Bhutto est amnistiée

Islamabad — Le président du Pakistan, Pervez Moucharraf, est assuré de remporter la présidentielle aujourd'hui, huit ans après son coup d'État sans effusion de sang, mais la proclamation de sa victoire est suspendue à une décision de justice qui sera rendue au mieux dans 12 jours.

En effet, dans un jugement inattendu hier, la Cour suprême a autorisé l'élection tout en interdisant d'en proclamer le vainqueur avant qu'elle statue sur des recours de l'opposition visant à faire invalider la candidature de M. Moucharraf. Et elle n'examinera ces recours qu'à compter du 17 octobre.

Le pays risque donc de se retrouver dans une situation ubuesque, avec un président sortant dont tout le monde sait qu'il a remporté le scrutin, mais dont on ne pourra affirmer, légalement, qu'il sera le prochain chef de l'État.

Le général est certain de gagner, car la présidentielle se déroule au suffrage indirect du Parlement et des assemblées provinciales, qui lui sont largement acquis.

L'enjeu principal pour le Pakistan n'est pas tant la présidentielle, mais les législatives prévues début 2008, au suffrage universel direct. Le camp Moucharraf n'est en effet pas assuré d'emporter la majorité nécessaire pour gouverner.

C'est dans cette optique que le chef de l'État a signé hier un décret amnistiant l'ancienne première ministre Benazir Bhutto des accusations de corruption qui l'avaient poussée à l'exil en 1999, ouvrant ainsi la voie à un partage du pouvoir, grâce à une alliance avec l'influent Parti du peuple pakistanais (PPP) de Mme Bhutto aux législatives.

Après le décret amnistiant Mme Bhutto, le très probable partage du pouvoir permettra à l'ex-premier ministre, qui a dirigé le pays à deux reprises (1988-90 et 1993-

96), de retrouver ce poste à l'issue des législatives. La répartition des prérogatives du pouvoir exécutif entre elle et M. Moucharraf s'annonce toutefois délicate.

La présidentielle et les législatives seront observées à la loupe par les Occidentaux, en particulier les États-Unis, qui ont fait du général Moucharraf leur allié clé dans leur «guerre contre le terrorisme».

Et le Pakistan a intensifié depuis deux mois et demi les opérations militaires dans les zones tribales du nord-ouest, frontalières de l'Afghanistan, où Washington assure qu'al-Qaïda et les talibans afghans, soutenus par des tribus fondamentalistes pakistanaises, ont reconstitué leurs forces.

Le pays, en proie à une vague d'attentats sans précédent qui ont fait plus de 300 morts en deux mois et demi, vit depuis 15 jours sous la menace du djihad, la «guerre sainte» décrétée par Ousama ben Laden contre M. Moucharraf et son armée.

Washington a d'ailleurs soutenu de manière à peine voilée les négociations entre le président Moucharraf et Mme Bhutto, qui s'est dite favorable à des interventions militaires américaines ciblées dans les zones tribales.

Les forces de sécurité seront donc sur le pied de guerre samedi, leurs responsables redoutant une «action spectaculaire» d'al-Qaïda à l'occasion du scrutin.

Les élus de l'opposition estiment que la Constitution impose au général de démissionner de son poste de chef des armées avant le scrutin, alors qu'il a promis de le faire, mais seulement après avoir été réélu et, d'autre part, que le futur chef de l'État ne doit pas être élu par les assemblées sortantes, mais par celles issues du prochain scrutin législatif. C'est ce que la Cour suprême devra juger à partir du 17 octobre.

Agence France-Presse



Un membre du Parti du peuple pakistanais posait des affiches à l'effigie de Benazir Bhutto et de son père, Zulfikar Ali Bhutto.

RIZWAN TABASSUM AGENCE FRANCE-PRESSE

PAOLA MESSANA

New York, Nations unies — L'émissaire de l'ONU pour la Birmanie, Ibrahim Gambari, a mis en garde hier la junte birmane contre les «conséquences internationales sérieuses» que pourrait lui valoir son refus de reconnaître le «mécontentement profond et largement répandu» de la population.

M. Gambari, qui a rendu compte au Conseil de sécurité de l'ONU de sa mission de quatre jours en Birmanie, a un peu plus tard assuré au cours d'un point de presse qu'il y avait consensus au sein du Conseil de sécurité pour juger le statu quo en Birmanie «inacceptable».

Les membres du Conseil estiment à l'unanimité qu'il est «impossible de revenir à la situation antérieure. Il y a des questions socioéconomiques et politiques qui doivent être traitées», a précisé M. Gambari, qui a indiqué qu'il pourrait se rendre à nouveau en Birmanie avant la date prévue de la mi-novembre.

«Une nouvelle visite en Birmanie serait utile pour conserver l'élan qui s'est créé, mais sa programmation est très importante», a-t-il dit aux journalistes. M. Gambari a souligné qu'il attendait des réponses «concrètes» de la junte à ses appels pour la libération des prisonniers politiques — notamment l'opposant Aung San Suu Kyi — et à ses demandes de traiter «les causes du mécontentement».

«Il y a une ouverture vers le dialogue, mais il faut un dialogue véritable qui conduise à une réconciliation nationale», a-t-il dit, «un dialogue avec un calendrier, concret et sérieux».

«Il pourrait s'avérer nécessaire d'être dans la région pour y avoir des consultations», a-t-il ajouté.

EN BREF

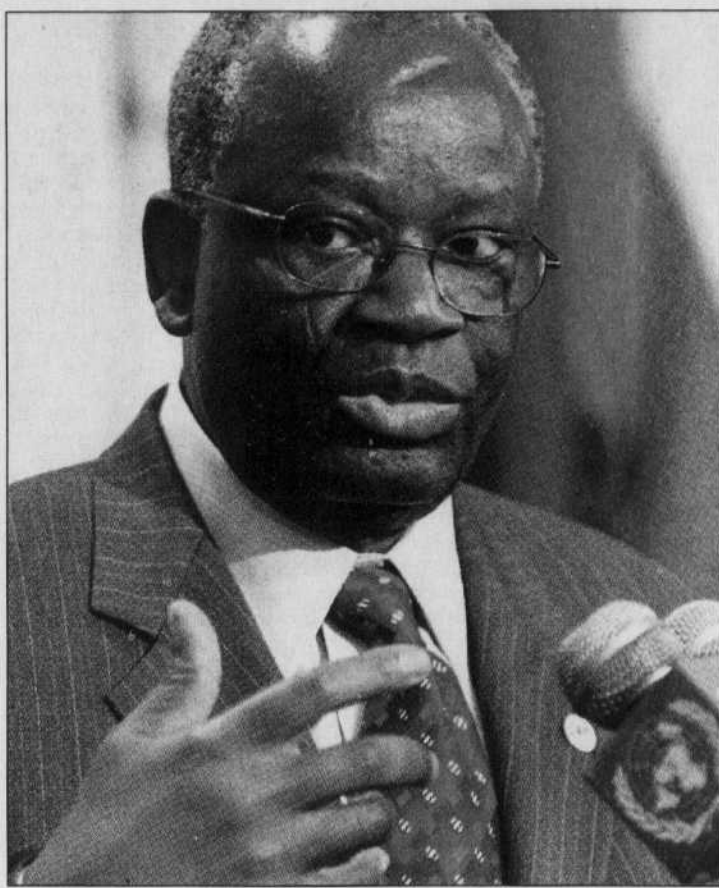
Perdu dans la forêt amazonienne

Rio de Janeiro — Un petit garçon de trois ans qui s'était perdu dans la forêt amazonienne a été retrouvé 11 jours plus tard, sain et sauf en apparence bien que déshydraté et couvert d'égratignures, a annoncé la police hier. Neilson Oliveira Lima avait disparu de chez lui, dans le village de Pupuai, le 16 septembre. Il a été retrouvé le 27 septembre à environ trois kilomètres de là. «Il a été retrouvé par son cousin, qui chassait. Personne ne sait ce qu'il a mangé, ni comment il a survécu», a expliqué le policier. «Dans la forêt près de la maison, il y a des jaguars, des faucons, des serpents. Mais Dieu et son ange gardien l'ont protégé», a déclaré sa mère, Evanise de Oliveira Lima. — AP

BIRMANIE

Gambari menace la junte de répercussions internationales

Le statu quo est «inacceptable», selon le Conseil de sécurité



CHIP EAST REUTERS

L'émissaire de l'ONU pour la Birmanie, Ibrahim Gambari, a indiqué qu'il pourrait se rendre à nouveau au pays avant la date prévue de la mi-novembre.

M. Gambari a souligné le rôle «essentiel» joué par les pays de l'ASEAN (Association des pays d'Asie du Sud-Est) ainsi que par des puissances régionales comme la Chine, le Japon ou l'Inde.

«Il est essentiel que les dirigeants de la Birmanie reconnaissent que [la situation intérieure] peut avoir des conséquences internationales sé-

rieuses.» Les manifestations anti-gouvernementales en Birmanie sont l'expression d'un «mécontentement profond et largement répandu», a-t-il souligné.

Les États-Unis

L'ambassadeur américain à l'ONU, Zalmay Khalilzad, a pour sa part affirmé que les États-Unis

étaient prêts à proposer une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU instaurant des sanctions contre la Birmanie.

Tous les intervenants se sont accordés pour demander un nouveau voyage de l'émissaire nigérian. Le numéro deux de la mission française à l'ONU, Jean-Pierre Lacroix, a souligné que la France était favorable à une «déclaration présidentielle» du Conseil de sécurité à propos de la Birmanie. Ce type de déclaration est adopté à l'unanimité mais n'a pas de force contraignante.

Toutefois, l'ambassadeur de la Chine à l'ONU, Wang Guanxia, a mis en garde la communauté internationale contre des pressions sur la junte birmane qui «conduiraient seulement à l'affrontement».

«Le Conseil de sécurité devrait adopter une approche prudente et responsable», a-t-il poursuivi. «Si la situation au Myanmar [la Birmanie] se dégrade à cause d'une intervention extérieure, c'est la population du pays qui en souffrira le plus. Ceci est la dernière chose que la Chine ainsi que les autres voisins du Myanmar veulent voir», a-t-il ajouté.

Depuis le début de la répression, la Chine s'est refusée à condamner son allié birman.

Ibrahim Gambari a été envoyé en Birmanie pour tenter de persuader la junte au pouvoir de mettre fin à la répression violente des manifestations, qui a fait 10 morts, selon un bilan officiel, nettement plus selon les diplomates, et plus de 2000 arrestations. Il a rencontré les membres de la junte ainsi que l'opposante Aung San Suu Kyi.

Agence France-Presse

PHASE 2 > EN VENTE
PHASE 1 > 80% VENDU

SAISISSEZ LES JUMELLES

LE VISTAL 2 > LA PHASE ULTIME
À LA FINE POINTE DE L'ÎLE-DES-SŒURS

> ÉCO-COMMUNAUTÉ™ > 35% D'ÉCONOMIE D'ÉNERGIE

VISITES L/M/M/J/V: 11H-19H S/D: 11H-17H | (514) 762-3450 | VISTALCONDOS.COM

Le dollar canadien prend son envol. Faites de même. Avec nos bas tarifs pour les États-Unis.

ÉTATS-UNIS: tarifs ALLER SIMPLE au départ de Montréal. Les voyages doivent prendre fin le 15 décembre 2007.

NEW YORK NEWARK	BOSTON	CHICAGO	DENVER	PHOENIX
142\$	149\$	161\$	169\$	199\$

Nos tarifs sont incroyablement bas et le dollar canadien est à parité avec le dollar américain. C'est donc le moment idéal pour faire une escapade aux États-Unis! Obtenez en plus des réductions sur votre hôtel, sur la location d'une voiture ou sur des attractions touristiques ainsi que des milles Aéroplan^{MD} lorsque vous réservez sur aircanada.com

L'offre prend fin le 11 octobre 2007 et s'applique aux voyages effectués d'ici le 15 décembre 2007.

Choisissez librement en ligne ou en appelant votre agent de voyages. Vous pouvez également appeler Air Canada au 1 888 247-2262.



STAR ALLIANCE

aircanada.com
La liberté de voyager à votre façon

ACTUALITÉS

URNES

SUITE DE LA PAGE 1

«Lors de la dernière campagne, les conservateurs ont dévoilé une nouvelle idée par jour pendant sept semaines. Mais quand tu es au gouvernement, tu as déjà dévoilé plusieurs de tes intentions dans tes projets de loi ou lors du discours du Trône. C'est sûr qu'il faut quelques nouvelles idées, mais maintenir le rythme est plus difficile», a souligné M. Flanagan au Devoir. Politologue à l'Université de Calgary, il vient de publier un livre intitulé *Harper's Team - Behind The Scenes In The Conservative Rise To Power*. Il affirme que ses obligations à l'université l'empêcheront d'être à la tête de la campagne du PC si celle-ci est déclenchée cet automne.

Selon M. Flanagan, une campagne moins longue permet également d'imposer plus facilement le thème du leadership, car moins de sujets sont abordés en seulement cinq semaines. «Les conservateurs insistent sur le leadership comme thème fort depuis des mois. Ça va se poursuivre», a-t-il dit, soulignant qu'il s'agit du point faible de Stéphane Dion et du point fort de Stephen Harper.

La conférence de presse surprise de Stephen Harper mercredi, lors de laquelle il a fait monter les enchères en proposant une série de votes de confiance si le discours du Trône passe la rampe, a placé tous les partis politiques sur un pied de guerre électoral, y compris le sien. Selon le *Globe and Mail*, l'organisateur en chef des conservateurs, Doug Finley, a tenu une conférence téléphonique jeudi pour prévenir ses organisateurs et ses candidats d'être prêts à se lancer dans la bataille dès le samedi 20 octobre prochain. Selon M. Finley, le discours du Trône contiendra quatre ou cinq éléments indigestes pour les partis d'opposition, ce qui ajoutera aux probabilités d'un déclenchement électoral.

Mais plusieurs stratégies conservateurs continuent de douter des intentions de Stéphane Dion, qui décidera ultimement du sort du gouvernement. Le Bloc québécois et le NPD se positionnent pour voter contre le discours du Trône, mais le Parti libéral ne s'est pas prononcé. «M. Harper veut aller en élections, le moment est idéal. Mais est-ce qu'on va pouvoir y aller? Je ne crois pas. Je pense que M. Dion va laisser passer le discours du Trône», a soutenu une source conservatrice.

Les troupes libérales sont fortement divisées en ce qui a trait à la marche à suivre. Certains estiment que le PLC doit s'opposer à Harper dès maintenant, peu importe les conséquences. D'autres jugent au contraire que le parti a besoin de temps pour se refaire des os.

Le PC en mode électoral

Toutefois, les conservateurs sont déjà en mode électoral. Le bunker (*war room*) du parti, d'une superficie de 1500 mètres carrés, est loué en banlieue d'Ottawa. Il comporte un studio de télévision moderne et 80 postes de travail informatisés. Les lobbyistes qui ont dirigé l'équipe de réaction rapide lors des deux dernières campagnes se sont fait dire de rester à la maison cette fois-ci, question d'éviter tout soupçon de conflit d'intérêts. Par contre, les militants, organisateurs et autres adjoints de ministre qui se retrouvent dans le bunker électoral doivent être prêts à se rendre dans cet immense local dès le 18 octobre.

«Toute notre machine électorale peut être opérationnelle en deux jours, gros maximum. Tout est bien huilé», a dit un stratège conservateur. Les contrats de location d'autobus sont déjà signés, tout comme pour l'avion. En Ontario, les conservateurs vont simplement réutiliser les autobus déjà modifiés du Parti conservateur provincial, dont la campagne électorale prend fin mercredi. Les couleurs de Stephen Harper remplaceront celles de John Tory. Près de 220 candidats (sur 308) sont déjà désignés.

Le Parti conservateur estime avoir les bonnes cartes en main pour remporter d'éventuelles élections, ce qui ajoute à la fébrilité des troupes. Les plus gros nuages ne seraient pas aussi menaçants que prévu, a souligné une source. «L'environnement et l'Afghanistan ne sont pas des sujets assez porteurs pour décider d'un scrutin. L'opinion des gens est déjà arrêtée, et ils ne voteront pas avec ça en tête», estime ce stratège conservateur. De plus, le vote de protestation sur ces deux sujets se divise entre le Parti libéral, le Bloc québécois et le NPD, ce qui avantage le Parti conservateur.

Les libéraux et le Bloc se préparent

Du côté libéral, on affirme que tout sera prêt à temps si des élections doivent avoir lieu. «Mon travail, c'est de tout mettre en place au cas où le chef déciderait de voter contre le discours du Trône. Et on va être prêts», a soutenu au Devoir Robert Fragasso, le président de l'aile québécoise du Parti libéral du Canada.

Dans tout le pays, plus de 190 candidats (sur 308) sont déjà sur les rangs. Les ententes de financement avec les banques afin d'obtenir les 18 millions de dollars nécessaires pour mener une campagne sont conclues, de même que les contrats de location des autobus et de l'avion. On est actuellement à planifier les premiers jours de la tournée de Stéphane Dion advenant un déclenchement le 19 octobre. Une source libérale a expliqué au Devoir que les libéraux mettront l'accent sur l'Ontario pour débiter, là où le terrain est moins difficile qu'au Québec pour Stéphane Dion. Le thème de départ envisagé? Un gouvernement fédéral fort et rassembleur. On attaquera Stephen Harper en affirmant qu'il divise les provinces et affaiblit Ottawa.

Au sein du Bloc québécois, les préparatifs électoraux sont très avancés. Les autobus sont réservés auprès de l'entreprise Fleur de Lys. Les organisateurs de chaque circonscription doivent passer commande de leurs pancartes auprès de l'exécutif national avant mercredi. Même les attaches en plastique pour retenir les pancartes aux poteaux sont déjà achetées. La plateforme électorale est presque terminée alors que le bunker a été réservé sur le boulevard Crémazie, à Montréal, tout juste sous la permanence du parti. Le câblage des ordinateurs est en train d'être installé.

Le Bloc québécois n'a aucune dette alors que les comités ont près de 2,5 millions de dollars en banque. «On a rarement eu autant d'argent sur le terrain pour faire campagne», a expliqué une source bloquiste.

Même son de cloche au NPD, où 170 candidats sont déjà nommés. Le parti de Jack Layton n'a plus de dette depuis huit mois. «On a rarement été aussi prêts pour des élections», a lancé Eric Hébert-Daly, secrétaire fédéral du NPD.

Le Devoir

SUITE DE LA PAGE 1

de la même façon que les rues Saint-Hubert, Saint-Denis ou Laurier.

Le point tournant survient en 1996. À l'époque, la Ville vient de mettre sur pied le Programme Opération Commerce (POC), qui offre aux locataires et aux propriétaires des subventions à la rénovation. La famille Shiller, qui avait acheté un grand nombre d'immeubles sur la rue Masson, embarque avec enthousiasme. Doris Laflamme, qui dirige la SDC depuis 20 ans et qui est elle-même une actrice de premier plan dans cette revitalisation, écarquille les yeux en racontant l'épisode. «Avec le nombre d'édifices qu'ils avaient, ils se sont dit: "Wow!"»

Question: combien de rues se sont revitalisées depuis dix ans? L'avenue du Mont-Royal est une des plus cool en Amérique du Nord, nous dit-on régulièrement dans les magazines branchés. Une boulangerie ici, une épicerie là, un café là-bas... Même chose sur la rue Masson. C'est le fruit du hasard, se dit le passant qui s'est un jour retrouvé dans le quartier Rosemont. Il se trompe.

En effet, en 1996, le groupe Shiller, qui possède plus de la moitié des immeubles sur la rue Masson, prend la décision de considérer la rue comme un tout. Il y a les subventions de la Ville, certes. Mais au même moment, il entreprend de louer ses rez-de-chaussées à des locataires triés sur le volet. Autrement dit, lorsqu'un local se libère, il le loue à un café plutôt qu'à une boutique de chaussures. Et ainsi de suite, jusqu'à la refonte d'une rue au complet.

La famille tente d'ailleurs de reproduire cette recette dans le secteur Atwater de la rue Notre-Dame, où elle dit acheter des immeubles depuis trois ans.

«Il s'agit d'avoir un bon "mix" commercial, de mettre les bons commerces à la bonne place, c'est tout», dit Yves Mailloux. L'homme de terrain de la famille Shiller depuis la fin des années 80, c'est lui. Son titre: directeur du développement immobilier. «Les gens aiment une qualité de vie urbaine. Mais la revitalisation d'une artère, c'est une spécialité qui n'est pas connue de beaucoup de gens.»

Secret

Au moment où M. Mailloux se met à table pour en parler, on a l'impression d'entendre quelque chose qui ne devrait pas être révélé. Il faut connaître le quartier, dit-il, ce qu'on veut y trouver et ce qu'il faut mettre en place en priorité.

«On commence par tout ce qui est alimentaire, des fruiteries, des boulangeries. Même la restauration, puisque ça entraîne une certaine animation», dit-il. Sui-vent les besoins secondaires: les services, les banques, les pharmacies. Vers la fin, lorsqu'il y a de l'achalandage, arrivent les boutiques vestimentaires, les souliers... Et là, en 30 secondes, on a compris non seulement la rue Masson mais aussi l'avenue du Mont-Royal, où le groupe Shiller possède aussi un

RECETTE

certain nombre d'immeubles et a participé à la revitalisation du début des années 90.

Tout n'est pas parfait. Il arrive que le commerçant ne fasse pas de bonnes affaires. Il faut alors résilier le bail, d'une durée habituelle de cinq ans. Et le choix des commerces n'est pas si simple que ça. «Une fois qu'on veut une boulangerie, il faut la bonne!», dit M. Mailloux. «C'est donc celle qui a du financement, qui connaît son affaire, qui va bien s'adapter... C'est vraiment de longue haleine.»

En effet. La revitalisation de la rue Masson, où le groupe Shiller est maintenant «majoritairement propriétaire» entre la 4^e Avenue et le boulevard Saint-Michel, a pris neuf ans. Et aujourd'hui? «On a une liste d'attente.»

Evidemment, plus l'achalandage augmente, plus les gros noms s'y intéressent. La Brûlerie Saint-Denis, par exemple, s'en vient. Première Moisson, quant à elle, s'est installée l'an dernier. Or il y avait déjà deux boulangeries sur la rue Masson. Le propriétaire d'une des deux, Co'pains, ne s'inquiète pas. «Ça ne nous affecte pas, on est dans la même gamme, mais on est moins chers», lance-t-il. «On voyait un potentiel et on avait besoin d'un grand local. [...] Il y a une dizaine d'années, j'ai habité pas loin d'ici, juste en arrière. Ça beaucoup évolué... Il y a du potentiel, c'est très très bien.»

On ne peut toutefois pas s'empêcher de penser aux commerces qui ont fermé leurs portes au moment où la revitalisation battait son plein, il y a sept ou huit ans. À la SDC, Mme Laflamme dit que la fermeture de certains commerces est parfois, en effet, le fruit d'une incompréhension de la part des commerçants. Les clients changeaient et pas eux. Les baux sont arrivés à échéance et ils ont fermé boutique. Pour d'autres, les enfants ont pris la relève et tout simplement mis le commerce à jour.

Se distinguer

Le processus paraît simple et rapide? Peut-être. À la condition d'avoir un propriétaire qui possède plusieurs bâtiments et qui peut, par sa seule participation à un programme municipal, accélérer les changements. «Si je pouvais avoir un M. Shiller!», a-t-on dit à l'auteur de ces lignes sur une des artères de la ville.

Car il ne faudrait pas croire qu'un propriétaire immobilier agit seul. Au contraire. Les commerçants, souvent locataires, sont des concurrents qui doivent pousser dans le même sens. D'autant plus que les propriétaires immobiliers n'habitent pas toujours le Québec...

Si les artères travaillent d'arrache-pied pour se distinguer, c'est qu'elles ont subi l'attaque sans merci des centres commerciaux au cours des années 70 et 80. Sans compter le renouveau des résidents qui, en tant que consommateurs, sont de plus en plus exigeants. La revitalisation veut offrir quelque chose d'agréable, de proche.

«Le défi, c'est de retenir les dollars», dit carrément Daniel Malo, qui dirige Convergité, un organisme qui effectue des contrats de consultation auprès des artères de la ville. «On vit dans une région métropolitaine. Des destinations commerciales, il s'en construit à chaque mois.»

BIODÔME DE MONTRÉAL 15 ans!

UNMUSEUMNATUREMONTRÉAL

Grande visite du désert!

Chiens de prairie, tortues-boîtes, chuckwallas, etc.
Un tunnel d'observation pour les enfants.
Une foule de choses à découvrir!

Du 6 octobre au 25 novembre.
Fermé les lundis, sauf le 8 octobre.

514 868-3000 museumsnature.ca

Montréal



DOYEN

SUITE DE LA PAGE 1

les chaînes d'information, Fox News ou CNN, font pour nous empêcher de comprendre quoi que ce soit... » Heureusement qu'il y a encore le *New York Times*. «C'est le dernier quotidien aux États-Unis où on trouve encore un peu de perspective sur l'actualité. Et un peu de mémoire, quelques leçons de l'histoire. Le reste, c'est de la rumeur, de la diversion. Le Devoir, c'est un peu comme le *New York Times*, au Québec, non? Vous avez de la chance.»

De la chance? Pas à peu près. Samedi, entre 21h et 22h30 au Club Soda, Mort Sahl, le légendaire Mort Sahl, le pionnier du stand-up décontracté (il fut le premier à se présenter sur scène sans cravate ni veston, avec le même chandail à encolure en V que les musiciens de jazz et les beatniks), Mort Sahl, le grand précurseur des Lenny Bruce, George Carlin et autres Richard Pryor, sera de retour à Montréal, la ville où il est né en juin 1927, et mettra quelques points sur autant de i. Cibles probables: les années Bush et «les 40 ans qu'il faudra pour s'en relever», la présence canadienne en Afghanistan et surtout, surtout, l'inertie intellectuelle des moins de 25 ans. C'est-à-dire son public: il est l'invité d'honneur du festival Pop Montréal.

Un auditoire jeune, depuis toujours

«C'est mon auditoire depuis le début. De génération en génération. Plus que jamais aujourd'hui, il faut que quelqu'un parle à tous ces jeunes qui sont devant leur PC à attendre la fin du monde. Un peu de perspective, un peu d'histoire, des moyens de discernement, c'est ce qu'ils veulent, même s'ils ne le savent pas et passent leur temps à donner leur opinion sur tout et rien. Internet, c'est le royaume de l'opinion sans fondement. Ils n'ont rien à dire mais tiennent mordicus à l'exprimer librement... » Je ris. A son bout de fil, Mort Sahl rit aussi. «Je suis aussi

prof à temps partiel, vous savez. Je donne un cours sur la pensée critique, à l'université. C'est presque un cours sur l'espoir: je projette des films comme Mr. Smith Goes To Washington et je sens par la réaction des étudiants que ça leur redonne confiance en la possibilité d'agir. Il faut voir clair mais aussi aller au-delà du cynisme.»

Lire, réfléchir, questionner, agir. Mort Sahl peut en témoigner: rien n'arrive autrement. Dans les années 50, il dénonçait le maccarthysme, la machine à faire peur de la guerre froide. Dans les années 60, il s'était porté volontaire auprès du procureur louisianais Jim Garrison dans l'espoir de faire éclater la vérité à propos de l'assassinat de John F. Kennedy. Engagement qui lui valut l'opprobre de l'industrie de l'entertainment. «Il y a toujours un prix à payer, mais l'important, c'est qu'aujourd'hui, plus personne ne croit que Lee Harvey Oswald a agi seul avec sa petite carabine.» Irréductible, Sahl s'est attaqué à tous les discours officiels, et aucune administration n'a échappé à son radar. Pas génie, il a travaillé avec les speech-writers de JFK, puis ceux de Reagan: «Je les ai aidés à rire d'eux-mêmes. Ça tombait bien, ils avaient le sens de l'humour. On ne peut pas dire ça de Hillary Clinton... » Une fois élus, ses employeurs se retrouvaient dans sa mire. «Kennedy ne s'en est jamais offensé, mais ses lieutenants, et surtout le père [Joseph], qui m'avait engagé, étaient furieux. Ils ne comprennent pas qu'à chaque fois qu'un nouveau shérif arrive en ville, je redeviens le voleur de banque... »

Oui à l'humour, non à l'ineptie

De George W. Bush Jr., il se plaint moins que de l'ineptie de ses confrères de stand-up: «Toute l'étendue de leur analyse se résume à la constatation selon laquelle Bush est simple d'esprit, alors qu'il n'est que le symptôme de tout un système basé sur l'intimidation. Une telle réduction conforte le public dans une sorte de raillerie collective, et Bush,

Du côté de la Promenade Fleury, qui s'est refait une beauté depuis dix ans, ce défi est constant. Le taux d'occupation tourne autour de 2%, mais la pression vient de partout. Il y a Laval, le Marché Central... «Mais on n'a pas la même offre de services», dit la directrice de la Promenade Fleury, Marie-Hélène Viau. «On essaie de retenir les gens qui ne veulent pas aller dans les centres commerciaux, et on veut aller chercher des clientèles extérieures. On a des restaurants, des épiceries fines... »

L'auteur de ces lignes s'est notamment rendu sur la rue Monk, qui déploie des efforts et refait ses vitrines depuis des années. La volonté est sans contredit au rendez-vous, mais les résultats ne sont pas tout à fait concluants. Du moins, pas encore.

Une de ces mesures, c'est d'avoir installé des terrasses devant certains établissements. On voulait établir des marqueurs visuels et encourager l'animation sur la rue. L'exercice s'est embourbé dans une polémique à saveur politique. Les résidents, dit-on, seraient d'un avis partagé à propos de la pertinence des terrasses, notamment en raison d'inquiétudes au sujet du bruit.

Le problème de la rue Monk, c'est en partie la concurrence du Carrefour Angrignon. La population n'est pas nécessairement portée à magasiner localement, dit Helen Toddy, qui dirige la SDC Monk. «Quand il fait chaud, les gens vont au centre commercial. Quand il fait froid aussi. Je me souviens d'une fois où j'étais avec un ancien conseiller municipal dont le père avait été homme d'affaires ici dans le secteur. On était au Carrefour Angrignon, mais quand même, tout le monde le reconnaissait!»

Démographie

Si personne ne veut le dire tout haut, il est évident que l'embourgeoisement partiel du quartier Saint-Henri a forcé des ménages plus démunis à se déplacer vers l'ouest, carrément dans Ville-Émaré. Le niveau de vie des résidents pèse lourd dans la balance, et il est difficile d'imaginer une transformation analogue à celle de l'avenue du Mont-Royal.

Le facteur démographique pèse lourd dans la réussite d'une revitalisation. Il ne suffit pas d'avoir un regroupement de commerçants déterminés et une subvention pour transformer une rue. Certaines artères éprouvent malgré tout des difficultés à changer de visage ou à limiter les dégâts. «On peut penser à la rue Sainte-Catherine dans l'est, à la rue Centre dans Verdun», dit M. Malo.

La composition des ménages est elle aussi partie intégrante de l'équation. «Prenez Hochelaga-Maisonneuve», dit Paul Lewis, professeur d'urbanisme à l'Université de Montréal et spécialiste de la revitalisation des centres-villes. «Dans ce quartier, on n'a plus des familles de six ou huit mais de une ou deux personnes! De plus, le chômage est plus élevé qu'à une certaine époque. Bref, les conditions sont réunies pour que ça soit plus difficile pour les artères... »

Plusieurs moyens

Supposons le cas d'une SDC qui se prend en charge. Toute bonne campagne de revitalisation, selon M. Malo, commence par la mise en valeur d'une rue de quartier. «Ça peut être par des moyens physiques, de promotion, par des aménagements, des festivals.» Forcément, on a aussi besoin de la combinaison de commerces idéale, «entre ce qui est offert et ce que les gens sont prêts à acheter». Le processus est long, et l'effort requiert la contribution d'un nombre spectaculaire d'intervenants.

Evidemment, il faudra certaines conditions de base, voire en parallèle. «C'est à long terme, cet exercice, mais en gros, le défi, c'est d'arriver à créer une certaine densité, d'attirer une population avec un certain pouvoir d'achat. Ça prend un marché [au sens économique du mot]. La rue Sainte-Catherine, dans l'est, est un bel exemple. Un projet résidentiel ferait du bien dans ce coin-là.»

C'est exactement ce qui s'est produit dans le secteur du marché Atwater. Les condos ont poussé comme des champignons. Depuis trois ans, donc, M. Mailloux est aux aguets, attendant les immeubles à vendre. Il n'y en a pas tant que ça, dit-il. Il faudra encore plusieurs années, au moins six ou sept. «Quand ça sera fini, je ne serai peut-être plus là... »

Le Devoir

Cheney et les autres continuent de faire ce qu'ils veulent. Un jour, Reagan n'a dit que son plus grand avantage était qu'on le prenne pour un imbécile. » Encore les leçons de l'histoire qui se perdent, selon Sahl. «Il y a une grande continuité. Les mêmes types commettent les mêmes méfaits. Dick Cheney évite depuis 1972! Et il ne se repent de rien. Pas nécessaire: on le laisse continuer.»

Pas drôle drôle, tout ça, lui dis-je. Sort-on déprimé d'un spectacle de Mort Sahl? «C'est possible. Mais après cinq décennies, je sais pas mal comment dire les choses sans assommer les gens. L'humour est la meilleure façon d'y arriver. On ne rit pas tout le temps dans mes spectacles, mais on rit, et on entrevoit certaines vérités. Depuis le début, quand je passais entre les shows de jazz au Hungry I à San Francisco, les gens me disent se sentir moins démunis à la sortie qu'à l'entrée, moins impuissants. La pensée donne de la force. Se sentir en train de penser, surtout quand ça fait longtemps que ce n'est pas arrivé, c'est incroyable. C'est grisant. On a envie de parler aux gens autour de soi et, dès lors, on se sent moins seul.»

Cela dit par un homme qui a passé sa vie dans ses valises. «C'était mon destin. Mes parents ont quitté Montréal pour Washington quand j'avais quatre ans, pour échouer trois ans plus tard en Californie.» Bougeotte qui n'a pas empêché les rencontres et la vie en couple. Impossible de ne pas mentionner China Lee, sa compagne pendant 25 ans, Playmate Of The Month en 1964. Rêve éveillé de mâle des années 60? «Non. J'étais un gars esseulé, c'était une fille de La Nouvelle-Orléans qui travaillait pour Hugh Hefner dans la bâtisse de Playboy à Chicago. Je connaissais Hugh depuis 1954. On s'est rencontrés, elle était formidable, on s'est aimés. C'est tout.» Fin de l'histoire? «C'est quelqu'un de bien. Pas mal plus attirante et pas mal plus crédible que Hillary Clinton.»

Collaborateur du Devoir

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés

au 2050, rue De Bleury, 9^e étage,

Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts

Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.

Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390